

Assemblée annuelle / Annual Meetings
Banque africaine de développement (BAD) /
African Development Bank
Dakar, 10 au 14 mai 2009

Revue de presse / Press Digest

Perspectives économiques en Afrique 2009 : La crise économique fait chuter la croissance africaine

Walfadjri : 11/05/2009

En prélude à son Assemblée générale annuelle qu'elle tient à Dakar, le groupe de la Banque africaine de développement a procédé au lancement des perspectives économiques en Afrique 2009. Ce rapport, qui couvre 47 pays africains, comparé à 35 l'an dernier, a révélé que la crise économique va faire chuter la croissance africaine.

'La crise économique actuelle a grandement affecté les économies africaines avec une croissance du Pib chutant de moitié, soit d'un taux prévu de 5,7 % à 2,8 % en 2009'. C'est le triste constat que vient d'établir la revue les Perspectives économiques en Afrique (Pea), une publication annuelle du Groupe de la Banque africaine de développement (Bad). Cette source mentionne aussi que la crise 'a diminué de manière sensible la croissance soutenue de plusieurs pays africains depuis les cinq dernières années'. Ainsi, en raison de cette baisse des activités économiques, le continent ne pourra enregistrer que 2,8 % de croissance en 2009, moins que les 5,7 % prévus avant la crise', dit le rapport. Et Cela, au moment où 'la majorité des économies africaines a enregistré une croissance moyenne de 5 % au cours de la dernière demi décennie', poursuit le document de la Bad qui tient son Assemblée annuelle à Dakar.

Cependant, la bonne nouvelle est que les auteurs des Pea voient la croissance revenir à 4,5 % en 2010. Mais, informe un communiqué, la croissance dans les pays exportateurs de pétrole devrait baisser à 2,4 % en 2009, comparé à 3,3 % pour les pays importateurs'.

Par ailleurs, le rapport souligne que 'la chute dramatique des prix des matières premières et la demande en baisse des pays de l'OCDE auront un effet négatif sur les budgets nationaux des pays africains, avec un déficit régional tournant autour de 5,5 % du Pnb comparé à un surplus de 3,4 % prévu par les Pea, il y a un an. Les investissements directs étrangers baisseront d'environ 10 % en 2008'. Les Perspectives économiques africaines 2009 indiquent également que, si l'aide publique au développement s'est accrue en 2008, il subsiste des inquiétudes relativement aux budgets des donateurs en raison de la présente crise économique.

Avec un taux de croissance projeté de seulement 2,8 %, et une pression à la baisse, les perspectives économiques africaines, qui couvrent 47 pays africains contre 35 l'an dernier, affichent des prévisions moins heureuses pour certains pays : 'plusieurs pays pourraient sombrer dans la pauvreté'.

Néanmoins, un espoir est permis. En effet, les Pea 2009 notent que l'Afrique est mieux positionnée pour contrer la crise, qu'il y a dix ans. Parce que 'plusieurs pays ont engagé des réformes macroéconomiques prudentes au cours des dernières années, qui ont renforcé leur situation fiscale et réduit l'inflation à des niveaux inférieurs à 10 %. Plusieurs ont aussi bénéficié d'allègement substantiel de dettes, avec un ratio de services de la dette sur exportation se situant à des niveaux bas dans plusieurs pays', informe la Bad.

PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE : 50 milliards de dollars pour sortir l'Afrique de la crise

Malgré la grandeur de la crise, les spécialistes de la Banque africaine de développement, qui se réunissent à Dakar en prélude aux assemblées annuelles de la Bad, prédisent que l'Afrique pourrait y sortir très forte. Pour cela, le continent a besoin d'une enveloppe de 50 milliards de dollars. C'est la révélation faite par le directeur de la recherche du Groupe Bad, Leonce Ndikumane, qui s'exprimait hier lors de la conférence sur la 'Diffusion des perspectives économiques africaines'. Pour l'économiste, cette manne financière pourrait permettre au continent d'organiser la riposte. Et pour y arriver, Leonce Ndikumane pense que les partenaires au développement (Fmi, Banque mondiale, Bad) devraient jouer leur partition dans la mobilisation de ces ressources financières. C'est-à-dire qu'ils respectent leurs engagements déjà pris mais également qu'ils renforcent leurs appuis au développement.

En outre, les économistes de la Bad ont tenu à encourager les échanges intra - africains pour arriver à avoir un marché africain fort. Mais, ils recommandent également à l'Afrique de ne pas se refermer sur elle-même. En effet, pour Guillaume Grosso de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 'cette crise est mondiale. Donc, il faut une riposte mondiale pour en sortir', a-t-il martelé.

Ainsi, après les Etats-unis qui injectaient plus de 780 milliards de dollars dans leur plan de relance et l'Union européenne avec 200 milliards d'euros, l'Afrique vient décliner son plan de sortie de crise. Reste maintenant à trouver les sous et à l'appliquer de manière efficiente.

D'excellents résultats pour la BAD en 2008

Pana : 11/05/09

La Banque africaine de développement (BAD) a enregistré «d'excellents» résultats opérationnels en 2008, a affirmé lundi à Dakar, le directeur de la trésorerie de l'institution, Pierre Van Peteghem.

S'exprimant au cours d'une conférence de presse, il a précisé que la BAD a réalisé plus de 300 millions de dollars américains net de bénéfices.

«La BAD suit une politique financière conservatrice qui la met à l'abri des conséquences des subprimes à l'origine de la crise financière de l'année 2008 aux Etats-Unis et en Europe», a affirmé M. Peteghem, soulignant que le total des décaissements de la banque en 2008 a atteint 1,9 milliard d'UC contre 1,7 milliards d'UC en 2007.

«Les infrastructures ont représenté 45 pour cent des opérations de l'année écoulée, tandis que la bonne gouvernance a représenté 39 pour cent», a-t-il ajouté.

M. Peteghem a révélé que la BAD envisage d'augmenter son capital au cours de ses 44èmes assemblées annuelles qui se dérouleront mercredi et jeudi dans la capitale sénégalaise, Dakar.

Le ralentissement de la croissance se précise en Afrique

RFI : 11/05/2009

Epargné dans un premier temps par la crise financière, le continent africain n'échappe cependant pas aux conséquences de la récession mondiale. La croissance en Afrique devrait diminuer de moitié cette année par rapport à l'an dernier, selon les dernières prévisions de l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE), rendues publiques lundi 11 mai 2009.

Depuis quelques années, l'Afrique enregistrait des taux de croissance supérieur à 5%. Cette année, le taux de croissance du continent devrait être divisé par deux, selon les prévisions de l'OCDE. C'est l'Afrique australe qui devrait connaître le ralentissement le plus remarquable, avec un taux de croissance à seulement 0,2% prévu cette année. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est résistent mieux avec une croissance respective de 4,2% et 5,5% en 2009.

La récession mondiale a entraîné une baisse des prix des matières premières, pesant ainsi sur les recettes d'exportations. « *Les pays exportateurs de minerais et de pétrole devraient davantage ressentir les effets de la crise mondiale que les économies plus diversifiées et les pays exportateurs de produits agricoles* », explique l'OCDE dans son rapport sur les perspectives économiques en Afrique, publié ce lundi. La première économie du continent, l'Afrique du Sud a ainsi vu ses exportations s'effondrer en 2008, avec la chute des cours des métaux précieux, une des principales richesses du pays.

Les pays pétroliers à la traîne

Les pays producteurs de pétrole, très affectés par la baisse de la demande mondiale, payent également un lourd tribut. Selon le rapport de l'OCDE, l'Angola, pays exportateur d'or noir pourrait perdre 23 points de croissance et passer de 15,8% de croissance en 2008 à une récession de 7,2% cette année. Les effets de la crise se font, en revanche, moins sentir dans les pays exportateurs agricoles et horticoles. A l'Est, l'Ethiopie, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda devraient ainsi connaître une croissance en progression.

Le continent pâtit également de l'impact de la récession mondiale, avec une baisse des investissements directs étrangers. Selon la Banque africaine de développement qui a participé au rapport de l'OCDE, ces investissements ont baissé d'environ 10% en 2008. Autre voie de

transmission de la crise aux pays africains : la baisse des transferts des travailleurs émigrés du fait de la hausse du chômage dans les pays développés.

La Chine, un partenaire de premier plan

L'OCDE dans son rapport dit craindre également que les pays riches, confrontés à la crise, ne tiennent pas leurs promesses en matière d'aide au développement. Au sommet de Gleanegles en Ecosse, en 2005, les pays riches avaient annoncé qu'ils allaient porter à 50 milliards de dollars d'ici à 2010 leur aide au tiers monde, l'Afrique devait bénéficier de la moitié de cette somme.

Malgré ce déluge de mauvaises nouvelles, le continent devrait commencer à renouer avec la croissance en 2010, car l'Afrique est mieux armée pour sortir de la crise. « *Les pays africains ont adopté depuis quelques années des politiques de gestion économique prudente qui pourraient permettre d'amortir les effets de la crise* », explique le rapport de l'OCDE. Les finances de ces pays sont ainsi moins grevées par la dette extérieure. L'OCDE souligne l'importance des pays émergents qui ont pris en partie le relais des pays du Nord, entrés en récession. Un seul exemple : les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont ainsi atteint 107 milliards de dollars en 2008.

"Les investisseurs étrangers partis du continent se sont trompés", selon un économiste

Dakar, 12 mai (APS) – Des investisseurs se sont trompés en quittant l'Afrique en raison de la crise financière, a soutenu mardi à Dakar l'économiste Paul Collier selon qui les investissements étrangers ne sont pas en danger sur le continent.

"Les investissements directs privés décident de prendre moins de risques en s'éloignant de l'Afrique. C'est une erreur de leur part parce que les économies africaines ne sont pas frappées comme l'ont été les économies des autres régions du monde, complètement désemparées", a affirmé M. Collier lors d'une table ronde sur le secteur privé africain.

"L'Afrique est devenue un endroit moins risqué pour les investissements. Elle donne le taux de retour sur investissement le plus élevé, d'après nos enquêtes", a ajouté Paul Collier, directeur du Centre d'études des économies africaines de l'université d'Oxford, au Royaume-Uni.

La table ronde était organisée en prélude aux 44-èmes Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) prévues mercredi et jeudi à Dakar.

M. Collier, ancien directeur du Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale (BM) de 1998 à 2003, a soutenu que "l'Afrique est rentable, et dans les prochaines années les choses pourraient changer" positivement, sur le plan de l'investissement étranger.

"C'est maintenant le moment d'avoir des investissements publics financés par votre banque de développement", a-t-il lancé au staff de la BAD et aux représentants de ses pays membres.

''Les recherches montrent que les politiques budgétaires sont plus pertinentes que les politiques monétaires'', a-t-il affirmé avant de suggérer aux gouvernements membres de la BAD de mettre en œuvre des politiques budgétaires pour pallier ''le choc financier mondial qui fait qu'on devrait s'attendre à une crise de longue durée''.

''Les pays peu endettés ont toujours fait une bonne gestion budgétaire'', a argué l'ancien fonctionnaire de la BM, relevant que ''pour réduire le déficit budgétaire, il faut être prudent. Il faut investir davantage que de financer des dépenses récurrentes.''

Parlant des banques, il a indiqué que ''donner des garanties au système bancaire n'est pas une bonne idée, car cela transfère aux gouvernements la responsabilité des banques.''

Les pays africains invités à investir de manière efficace et utile

Dakar, 12 mai (APS) – Le professeur d'économie Paul Collier a invité mardi à Dakar la Banque africaine de développement (BAD) et ses Etats membres à investir de ''manière efficace et utile'' pour ne pas subir les effets de la crise financière.

Pour pallier les effets de la crise financière, la BAD et ses gouvernements membres doivent ''investir de manière utile et efficace. Il est vital de renforcer les capacités des pays à investir de manière efficace'', a déclaré M. Collier, directeur du Centre d'études des économies africaines de l'université Oxford, au Royaume-Uni.

Paul Collier prenait part à une table ronde sur le secteur privé africain, organisée par la BAD en prélude de ses assemblées annuelles, mercredi et jeudi à Dakar.

''Il faut établir un programme d'investissement. Il faut faire de sorte que le niveau des investissements soit élevé et dépasse 30% du PIB (produit intérieur brut). Il faut des investissements plus productifs que ceux que vous avez faits par le passé'', a-t-il suggéré aux dirigeants de la BAD.

Paul Collier, directeur du Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale (BM) de 1998 à 2003, a plaidé en faveur d'une décentralisation des ressources du Fonds monétaire international (FMI).

''Ce qu'il faut, c'est une architecture qui permette un transfert des ressources du FMI en direction des banques de développement'', a-t-il affirmé, ajoutant que ''cela est possible.''

''Il serait bon que les pays diversifient leurs économies, pour ne pas faire seulement dans les exportations. Ils doivent permettre l'industrialisation de l'Afrique'', a-t-il proposé.

La création d'industries suppose, a-t-il dit, de la ''souplesse'' de la part des administrations publiques.

Les investisseurs exagèrent les risques sur le continent, selon un économiste

Dakar, 11 mai (APS) - Les pays africains sont victimes d'une perception du risque plus élevée que la normale, selon Léonce Ndikumana, le directeur de la recherche à la Banque africaine de développement (BAD).

''Les investisseurs ont une perception du risque plus élevé que le risque réel'', a déclaré M. Ndikumana, mardi à Dakar lors du point de presse suivant la table-ronde ministérielle sur 'L'Afrique face à la crise : programme d'action''.

A cause de la perception du risque, le vice-économiste en chef de la BAD qui a organisé la réunion, a indiqué qu''il appartient maintenant aux Etats africains de +vendre+ auprès des investisseurs potentiels''.

Au-delà de la perception du risque pays, M. Ndikumana a en outre invité les décideurs politiques africains à mettre en œuvre les réformes destinées à réduire les coûts de l'investissement, notamment les procédures administratives.

Entre autres incitations à l'investissement, le directeur de la recherche de la BAD a suggéré aux banques centrales du continent de baisser leurs taux d'intérêts et aux banques commerciales d'en faire de même avec les frais connexes.

Il a invité les gouvernements à renforcer leurs postes diplomatiques à l'étranger avec des ''agents chargés de l'intelligence économique'' pour conférer une meilleure attractivité et compétitivité aux économies locales.

Léonce Ndikumana a par ailleurs souligné l'importance des projets d'intégration économique régionale en Afrique et la nécessité de les mener à bien.

Cette idée vient en écho à d'autres propos. Le président burkinabé Blaise Compaoré a rappelé que ''la crise financière doit constituer une opportunité pour consolider l'intégration de nos différentes économies nationales qui pourraient ainsi bénéficier d'un marché régional plus qu'attractif, d'une meilleure insertion à l'économie mondiale''.

''La crise financière ne doit pas être une fatalité pour l'Afrique'', a-t-il soutenu estimant qu'elle doit amener les Africains à une ''introspection afin de tirer ensemble les enseignements utiles pour envisager avec sérénité la relance de nos économies. ''Notre continent regorge d'énormes potentialités qu'il convient de valoriser.'', relève Blaise Comparé.

Ouverte par le président Abdoulaye Wade, la réunion ministérielle est organisée dans le cadre de la 44-ème session des Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs de la BAD et du Fonds africain de développement. Près de 1.500 participants y prennent part.

La rencontre enregistre en outre la participation de quelque 77 délégations nationales et des représentants d'organisations de la société civile, des ONG, du secteur privé et de partenaires au développement des pays africains.

En Afrique, indique l'étude intitulée Perspectives économiques en Afrique, 27 pays ont enregistré une croissance supérieure à 5%, tandis que 15 autres ont réalisé entre 3% et 5% de croissance économique l'année dernière.

''Très logiquement, les perspectives de l'Afrique sont négativement affectées par la récession mondiale'', révèlent les Perspectives économiques. Les économies émergentes accusent ''un sérieux coup de frein'', selon les auteurs.

Pour 2008, les estimations sont de 3,7% contre 4,8% en 2007 pour le continent africain, signale l'étude réalisée par la BAD, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et le Centre de développement de l'OCDE.

Les pays de l'OCDE s'attendent à une contraction de la croissance de leur PIB de 4,3% en 2009. Cette croissance sera ''quasi-nulle en 2010'', ajoute le rapport lancé dimanche à Dakar.

La croissance économique de l'Afrique devrait toutefois s'établir à 2,3% seulement pour 2009. Mais, ''elle pourrait rebondir partiellement en 2010, à 4,5%'', rassurent ses auteurs.

En Afrique de l'Ouest, la croissance du PIB en volume de la région s'est établie à 5,4% en 2008. Elle devrait ralentir de plus d'un point de pourcentage en 2009, à 4,2%, avant de se consolider à 4,6% en 2010.

Au Sénégal, la croissance a reculé en 2008, tombant à 3,7%, plombée par une mauvaise production de céréales et d'arachides mais aussi de phosphates et d'engrais, selon le même rapport.

Blanchiment de capitaux : le GIABA indexe l'immobilier et les loyers à Dakar

Dakar, 12 mai (APS) – Le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (GIABA) lie le ''boom du secteur de l'immobilier et la flambée des prix du loyer'' dans la capitale sénégalaise à la circulation ''de capitaux d'origine douteuse'' dans le pays.

''Le marché de l'immobilier, de plus en plus actif à Dakar, financé sur la base de capitaux, de titres de propriété et de transferts, n'est pas transparent. Le boom immobilier et la flambée des prix du loyer indiquent que de plus en plus de capitaux d'origine douteuse, circulent au Sénégal'', indique notamment le rapport annuel de la GIABA dont copie a été transmise à l'APS.

Le GIABA, créé par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a notamment pour mission d'assurer l'adoption de normes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Selon le rapport, ''d'autres inquiétudes proviennent du transit de capitaux, d'or et de pierres précieuses à travers l'aéroport et les frontières poreuses, et des investissements immobiliers sur la Petite Côte, au sud de Dakar''.

Le document cite également la ville de Touba (centre) présentée comme ''une zone de libre-échange considérablement autonome et non réglementée et qui reçoit entre 550 et 800 millions de dollars par an en termes de fonds rapatriés par des réseaux de commerçants sénégalais et de vendeurs établis à l'étranger''.

D'une manière générale, la diaspora sénégalaise rapatrie constamment d'importantes sommes en devises étrangères et, le plus souvent, en dehors des canaux formels de transferts de fonds, qui font souvent l'objet de spéculation, souligne le rapport.

L'accroissement des investissements est également considérable et les malheureux événements survenus en Côte d'Ivoire ont encouragé de nombreuses entreprises à transférer leurs activités à Dakar, suscitant la promotion du boom immobilier qui se poursuit, souligne le texte.

Pour le GIABA, les flux formels transitant par les institutions financières officielles du Sénégal sont réglementés dans une grande mesure, mais de nombreux petits investisseurs opèrent en dehors de ces institutions et leurs flux financiers échappent largement à la vigilance des organes de régulation du pays.

Ouverture mardi à Dakar de la table ronde ministérielle consacrée à la crise financière

APA-Dakar (Sénégal) – 12/05/2009- La table ronde ministérielle consacrée à la crise financière et l'Afrique s'est ouverte mardi à Dakar sous la présidence effective du chef de l'Etat sénégalais Abdoulaye Wade et de son homologue du Burkina, Blaise Compaoré.

Cette rencontre de haut niveau revêt une importance capitale dans l'agenda économique du continent secoué depuis 2008 par une sévère crise financière qui se transforme de plus en plus en une crise économique.

Sous l'édige de la Banque africaine de développement, plusieurs réunions se sont tenues en vue de conjuguer les efforts tendant à formuler une « réponse africaine » à la crise en partant de solutions préconisées par les experts et les décideurs africains.

Les 44èmes réunions annuelles de la BAD, qui se tiennent à Dakar du 10 au 14 mai en présence de grands noms de la finance africaine sont attendues pour adopter un plan d'action susceptible de juguler la crise financière et de relancer la croissance par des politiques d'attraction des investissements malgré le repli des bailleurs.

En plus de la pénurie de capitaux et de l'émiettement des économies, l'Afrique se heurte à un gros problème de débouchés pour ses matières premières qui subissent les contre-coups de la crise avec l'annulation de plusieurs commandes des paus industrialisés.

Cette situation qui va se traduire à terme par des pertes significatives de recettes, devrait inciter nombre de pays africains à recourir à la BAD pour des appuis financiers ou budgétaires, ce à quoi se prépare l'institution financière panafricaine qui n'exclut pas de

procédé à une augmentation de capital pour faire face aux besoins attendus.

Le président de la BAD, Donald Kaberuka et Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) co-président cette table-ronde ministérielle à laquelle prennent part de nombreux délégués venant des quatre coins de l'Afrique.

Dores et déjà, la BAD, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Société financière internationale (SFI) se sont engagés à hauteur de 15 milliards de dollars pour financer les secteurs porteurs de croissance en Afrique : agriculture, infrastructures, microfinance et recapitalisation des entreprises.

Blaise Compaoré appelle à transformer les matières premières pour réduire l'impact de la crise

Dakar, 12 mai (APS) – Le président du Burkina Faso Blaise Compaoré a dit mardi à Dakar que la crise financière doit être l'occasion pour les pays africains de diversifier leurs économies et transformer leurs matières premières.

''Cette période particulièrement dominée par la crise financière doit aussi être l'occasion pour nous d'envisager non seulement la diversification de nos économies, mais surtout de procéder à une transformation accrue de nos matières premières'', a affirmé M. Compaoré lors d'une table ronde sur le secteur privé africain.

Blaise Compaoré prend part aux réunions en prélude des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), mercredi et jeudi à Dakar.

''Les petites et moyennes entreprises devraient bénéficier de lignes de crédit pour le financement de leurs activités'', a-t-il estimé, proposant à la BAD de financer davantage les infrastructures de l'hydraulique, du transport et de l'énergie en vue d'appuyer la production agricole et participer à la réduction de la pauvreté.

La résolution de la crise financière impose que la communauté internationale associe les pays les moins avancés et ceux émergents à la réflexion et à la prise de décision, a-t-il poursuivi.

''La crise financière née au cœur même du système économique international se traduit pour notre continent par des difficultés économiques, sociales et politiques accrues'', a-t-il noté.

''Malgré sa faible intégration aux marchés internationaux, a-t-il remarqué, l'Afrique subit le contrecoup de la faillite des banques et de la fragilisation des systèmes financiers occidentaux où opèrent les sociétés-mères des banques africaines''.

''La récession au niveau mondial entraînera inévitablement un effondrement de nos recettes d'exportation du fait de la contraction de la demande, mais également de la baisse des cours de nos matières premières à l'exemple du coton au Burkina Faso'', a-t-il affirmé.

''A l'instar de celles des pays développés, a-t-il ajouté, nos banques auront également besoin d'appuis financiers que nos Etats ne peuvent consentir, en raison de la faiblesse de leurs ressources.''

Selon le président burkinabé, l'impact de la crise financière ''se fera également sentir sur nos revenus touristiques, le transfert des fonds en direction de nos pays, l'investissement direct étranger et certainement sur l'aide extérieure''.

Il a invité ses pairs africains à ''renforcer la crédibilité politique des Etats et leur attachement à la promotion d'une gouvernance vertueuse et responsable.''

Blaise Compaoré : ''La crise financière est une opportunité pour consolider l'intégration de nos économies''

Dakar, 12 mai (APS) – La crise financière internationale, loin d'être ''une fatalité'', doit être saisie par les pays africains comme ''une opportunité pour consolider l'intégration'' de leurs économies, a suggéré mardi à Dakar Blaise Compaoré, président du Burkina Faso.

''La crise financière ne doit pas être perçue comme une fatalité pour l'Afrique. (...) Elle doit constituer une opportunité pour consolider l'intégration de nos économies nationales'', a notamment déclaré M. Compaoré lors d'une table ronde sur le secteur privé africain.

La rencontre se tient en prélude aux 44-èmes Assemblées générales de la Banque africaine de développement (BAD) prévues mercredi et jeudi à Dakar.

En intégrant leurs économies nationales pour juguler la crise financière, ''les pays africains pourraient ainsi bénéficier d'un marché régional plus attractif et d'une meilleure insertion dans l'économie mondiale'', a expliqué le chef de l'Etat burkinabé.

Blaise Compaoré préconise aussi, face à la crise financière, ''le soutien à la croissance par la mobilisation de ressources additionnelles, tout en veillant à la stabilité macroéconomique.''

Selon lui, ''il sera également nécessaire d'assurer la protection des groupes vulnérables par le financement et le renforcement des programmes de filets sociaux.''

Le soutien au secteur privé, l'aide et l'assistance technique au commerce en facilitant son accès aux ressources de la BAD sont au nombre des suggestions du président du Burkina Faso, qui avait à ses côtés son homologue sénégalais Abdoulaye Wade.

Abdoulaye Wade défend une position africaine dans la crise mondiale

Dakar, 12 mai (APS) - Le président sénégalais Abdoulaye Wade a appelé mardi à Dakar les dirigeants du continent à travailler et à défendre "une position africaine" sur la gouvernance mondiale qu'il accuse d'être à l'origine de la crise financière.

Le chef de l'Etat qui présidait une table-ronde ministérielle organisée par la Banque africaine de développement (BAD) sur le thème "L'Afrique face à la crise financière : programme d'action", a estimé que "la crise financière n'est qu'un aspect de la crise de la gouvernance mondiale".

Economiste de formation, Me Wade a expliqué qu'"il n'y a pas de solution financière à une crise financière, elle ne se déroule que par l'économie". Selon lui, le problème "a plusieurs causes, dont l'une est les +subprimes+ (crédits hypothécaires de banques américaines à des ménages surendettés)".

"Nous sommes cependant optimistes", a assuré le président Wade.

Sur un autre plan, il s'est à nouveau attaqué au système monétaire international, réitérant notamment ses propositions de réformes du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Il a indiqué pour souhaiter leur modification, les quotas basés sur les richesses des Etats.

Il a également rappelé sa position pour des changements dans l'affectation des droits de tirage spéciaux, avant de préconiser des "DTS spécialement pour l'Afrique". Il a demandé aux intellectuels africains de réfléchir sur les différents moyens de "systématiser les ressources de l'Afrique".

Organisée dans le cadre de la 44-ème session des Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs de la BAD et du Fonds africain de développement, la table-ronde s'est ouverte en présence du président burkinabé Blaise Compaoré de près de 1.500 participants.

La rencontre enregistre en outre la participation de quelque 77 délégations nationales et des représentants d'organisations de la société civile, des ONG, du secteur privé et de partenaires au développement des pays africains.

Le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Abdoulie Jannah, a indiqué "des stratégies et des approches cohérentes" venant des Africains pour limiter l'impact de la crise sur le continent.

"On est dans une crise sans précédent depuis la seconde Guerre mondiale. Au début, on pensait qu'elle n'aurait qu'un impact limité sur l'Afrique et on était optimiste", a-t-il rappelé, soulignant le ralentissement de la croissance, l'affaiblissement monétaire, la diminution des transferts, etc.

M. Jannah a par ailleurs plaidé pour le développement des capacités et la poursuite des réalisations d'infrastructures à même de relancer les économies africaines.

De son côté le président de la BAD, Donald Kaberuka, a signalé la baisse de moitié de la croissance du PIB de l'Afrique de 6% à moins de 3%, ainsi que les déficits qu'elle entraînerait dans les finances publiques et leur impact sur les projets d'infrastructures de développement économique et social.

En fonction depuis 2005, M. Kaberuka a toutefois réitéré la nécessité pour les gouvernements de mener "avec détermination les réformes" pour ne pas subir le déclin qu'annonce la crise financière. Il a fait part de son espoir dans le plaidoyer que peuvent effectuer les leaders africains pour convaincre la communauté internationale, notamment dans les institutions multilatérales.

"Nous devons affronter la crise avec courage et lucidité", a déclaré M. Compaoré qui a estimé que la résolution de la crise passe par l'association, par le monde développé, des pays les moins avancés et les économies émergentes dans la recherche de solutions globales.

"Seule la solidarité internationale peut apporter une réponse durable aux problèmes du monde", a-t-il ajouté, poursuivant : "Cette crise vient nous rappeler, nous dirigeants du continent, l'impérieuse nécessité de la solidarité entre Africains". Il a invité ses pairs à "la gouvernance vertueuse et responsable des Etats".

Le président de la BAD exhorte les Africains à poursuivre les réformes

Dakar, Sénégal (PANA) – 12/05/2009- Le président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a exhorté ce mardi à Dakar, Sénégal, les Etats africains à poursuivre les réformes de leurs cadres macroéconomique pour mieux attirer les investissements directs étrangers.

28 millions d'emplois menacés en Afrique en 2009 à cause de la crise

APA-Dakar (Sénégal) 12/05/2009 - Vingt huit (28) millions d'emplois seront menacés en Afrique en 2009 du fait des baisses de la production, des investissements, de l'aide et des opportunités de crédit, a appris APA, mardi auprès de la Banque africaine de développement (BAD).

Citant l'Organisation internationale du travail (OIT), la BAD souligne dans un document remis à la presse, en marge de ses 44èmes assemblées annuelles (10-14 Mai) que le taux de chômage en Afrique subsaharienne pourrait passer à 8,5 pour cent ce qui représenterait 3 millions de nouveaux chômeurs.

En outre, précise le document intitulé "L'Afrique et la crise économique mondiale : stratégies pour préserver les fondements de la croissance à long terme", la proportion d'emplois vulnérables pourrait passer de 77,4 pour cent en 2007 à 82,6 pour cent en 2009.

Le secteur le plus touché à été celui de l'industrie d'extraction. Ainsi, en RD Congo, l'on a enregistré la perte de 300 000 emplois dans la seule province du Katanga, à la suite de la

fermeture de 40 mines.

En Zambie, 3072 emplois sont perdus depuis décembre 2008 avec la cessation d'activité des mines et des fonderies de cuivre ;

Au Swaziland, le chômage devrait croître du fait du repli des mineurs sur les mines d'or et de platine d'Afrique du Sud.

En Centrafrique, 1335 employés ont perdu leurs emplois avec la fermeture des unités de transformation du secteur du bois.

Le secteur manufacturier, la construction et les services sont également touchés. A Madagascar, une usine locale de textile comptant 4000 employés a récemment fermé ses portes.

En Afrique du Sud, la firme automobile Volkswagen avait annoncé des plans d'arrêt de toutes les productions en février 2009 et la mise au chômage de 400 travailleurs, pour cause de suppression d'emplois et aussi à travers un processus de départ volontaire.

Au Kenya, un opérateur de téléphonie mobile a licencié 141 employés afin d'accroître son efficacité.

Selon la même source, certaines pertes d'emplois sont également causées par le report et l'annulation de certains investissements. Il en est ainsi de Madagascar où deux projets miniers (ilménite et nickel) pourraient ajourner les investissements qu'ils avaient prévus.

Au Nigéria, les activités d'exploration dans le secteur pétrolier sont revues à la baisse.

SITUANT LES RESPONSABILITÉS DANS LA CRISE Wade s'attaque à la gouvernance mondiale, le Fmi et l'Europe

SUD QUOTIDIEN, mercredi 13 mai 2009

Le président de la République n'a pas attendu l'ouverture officielle de la 44ème Session des Assises de la Banque mondiale prévu ce matin, pour pointer du doigt sur les « responsables » de la crise financière internationale. Il a incriminé le système de gouvernance mondial, apostrophé le Fonds monétaire et décrié le « désengagement » de l'Europe dans ses relations avec l'Afrique.

La table ronde ministérielle que la Banque africaine de développement (Bad) a organisé, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (Cea), hier mardi 12 mai dans le cadre de ses assises de Dakar, a été une opportunité pour le Président de la République de livrer ses vérités sur la crise.

Pour Abdoulaye Wade, la crise financière n'est qu'un aspect de la crise de la gouvernance mondiale. « Il faut l'isoler pour y voir un peu plus clair et ne pas croire qu'on peut trouver des solutions financières à la crise financière. Je pense qu'il n'y a pas de solutions financières à une crise financière. Ce serait contraire à une théorie économique et contraire à l'histoire des crises ».

Le président de la République a souligné que « les crises naissent en Europe mais ne peuvent trouver des solutions qu'en Afrique parce que l'Afrique est un continent très vaste qui offre d'immenses possibilités en ressources humaines et en ressources naturelles. Par conséquent, l'Afrique est capable d'absorber le surplus des capitaux de spéculation ».

A son avis, « la gouvernance mondiale commence d'abord par la gouvernance monétaire mondiale avant la gouvernance financière ». Il souligne que le monde repose sur un système monétaire international qui a été conçu auprès des systèmes de Breton Wood.

Le Fmi interpellé, la banque mondiale à africaniser

Dans ses propositions de sortie de crise, le président de la République pense que pour ce qui est du système monétaire international qui a sa base dans les institutions de Breton Wood, « le système des quotas du Fmi qui est basé sur la richesse peut paraître très démocratique mais ne l'est pas ». Me Wade estime que « c'est loin de l'être parce que les droits de tirage en définitifs sont donc en proportion de la richesse de chacun des membres qui ont des quotas qu'ils expriment à travers leur contribution qui sont accés sur la richesse des pays ».

Malgré ses critiques, le Président de la République a précisé qu'il ne remet pas en cause le principe des quotas mais « je veux dire simplement qu'il faut le modifier ». A son avis, le Fmi pourrait distinguer les grands pays, des pays émergents et des autres plus pauvres dans la répartition. « Le Fonds monétaire pourrait distribuer de l'argent aux pays « candidats à l'émergence ». Dans la proportion de ce qui peut être créé pour constituer de nouveaux quotas de 5 ou 10%.

Les pays intermédiaires pourraient toucher à peu près 25% et la plus grande part aux pays pauvres ». Me Wade pense que « c'est un système qui peut être parfaitement conçu ; c'est-à-dire au lieu d'appliquer la proportionnalité, donner plus au plus pauvres et en diminuant jusqu'à ceux qui sont entrain d'émerger ».

Pour lui, le fonds monétaire peut être encore modifié dans un autre sens qui est celui des droits de tirage spéciaux. « Les tirages sur la base des quotas c'est une chose, c'est statuaire mais les droits de tirage spéciaux c'est un instrument de paiement qui a été créé ex nihilo et distribué aussi au prorata des quotas d'où le dédoublement de l'injustice ». Donc, a-t-il estimé, « il faut créer des droits de tirage spéciaux et spécialement créés pour l'Afrique. Et j'attends qu'on me démontre que théoriquement ce n'est pas possible ».

Pour ce qui est de la Banque Mondiale, le Président Wade pense qu'elle fonctionne bien. Il rappelle qu'il avait simplement demandé sa décentralisation vers l'Afrique. « C'est ce que j'appelle l'africanisation de la banque mondiale ».

Dan son diagnostic, le Président de la République a ouvertement décrié le comportement de l'Europe face à l'Afrique. Pour lui, « la vérité c'est que l'Europe se désengage de l'Afrique. Elle s'est plus intéressée à l'Asie et à l'Europe de l'Est ». Me Wade s'est désolé du fait

que « l'Europe est en train de fermer sa porte à l'Afrique. Elle nous impose des visa et autres contraintes ». Il pense ainsi que la Commission économique pour l'Afrique doit étudier ce problème en profondeur.

Révélation de Wade sur la fuite des capitaux africains : 4 000 milliards sont planqués dans les banques européennes

Walfadjri : 13/05/2009

Alors que les experts réfléchissent sur les moyens de financement des économies africaines, encore fragiles, 4 000 milliards provenant d'Afrique seraient gardés dans les banques européennes ou placés sur les marchés financiers. Me Wade en a demandé le rapatriement.

Le président Wade, qui n'en est pas à sa première réaction sur le sujet du rapatriement des capitaux, a dénoncé, hier encore, à l'ouverture de la table-ronde des ministres, en prélude aux assemblées annuelles, la fuite des capitaux. Selon le président de la République, c'est plus de 4 000 milliards de francs Cfa qui dormiraient dans les banques étrangères. 'Chaque fois, je demande ce rapatriement des fonds, on me répond que c'est compliqué. (...) De grâce, ramenez-nous notre argent', a exigé Me Wade qui trouve anormal que 'plus de 4 000 milliards de francs dorment à l'étranger au moment où le Sénégal cherche, depuis des mois, 100 milliards de francs Cfa, sans arriver à les trouver'. Selon Wade, l'Afrique de l'Ouest pourrait s'auto-financer si ces fonds étaient retournés aux pays d'origine.

L'occasion était propice pour Me Wade qui a exprimé ses attentes des institutions de Bretton Woods, notamment le Fonds monétaire international. Selon Abdoulaye Wade, le système des quote-parts du Fmi, défini proportionnellement au poids économique des pays 'semble démocratique mais ne l'est pas'. Il estime que les Droits de tirage spéciaux (Dts) doivent être modifiés pour que les économies fragiles bénéficient de financement, à la hauteur de leurs besoins de développement et non en fonction de leur taille. Wade qui avait à ses côtés, le président burkinabé Blaise Compaoré, propose que les pays émergents bénéficient de 5 à 10 % des financements du Fonds monétaire, les pays en voie de développement pour ce qui les concerne, pouvant accéder, jusqu'à 20 %, aux ressources. Le plus fort taux de crédit devrait ainsi être accordé aux pays pauvres, suggère le président Wade, qui avance l'idée de mise en


place d'un système de Dts 'spécial' pour l'Afrique pour que l'on 'donne plus au plus pauvres'.

Le président de la République a, par ailleurs, déclaré que 'la crise financière n'est qu'un aspect de la crise de gouvernance mondiale'. Aussi, estime-t-il qu'il faut 'revoir la gouvernance mondiale', notamment des institutions financières, réglementer le marché financier et boursier. Il a, néanmoins, félicité le président de la Banque africaine de développement, Donald Kaberuka pour le travail accompli par l'institution financière qu'il dirige. 'La Bad répond à nos attentes à une époque où les ressources se font rares', soutient-il.

La crise financière ne peut avoir de solutions financières, selon Wade qui relève, par ailleurs, que le renflouement des banques est une réaction positive pour relancer l'économie, mais elle ne peut être une solution à la crise.

Les experts financiers présents aux Assemblées annuelles de la Bad ont expliqué que l'Afrique n'a aucune responsabilité dans l'éclatement de la crise mondiale. Néanmoins, les solutions pourraient être trouvées dans le continent noir. En ce sens, le président sénégalais soutient que 'les crises naissent en Europe mais ne peuvent trouver des solutions qu'en Afrique' où les ressources humaines et naturelles sont disponibles. Et Wade propose que 'les capitaux spéculatifs' soient réinvestis en Afrique où, 'd'autres réformes' doivent être adoptées pour booster la croissance de la région.

Abdoulaye Diop appelle à un "New Deal" pour le continent

 13-05-2009 12:51 GMT

Dakar, 13 mai (APS) - Le ministre sénégalais de l'Economie et des Finances, Abdoulaye Diop, président en exercice des conseils de gouverneurs du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), a appelé, mercredi à Dakar, à la conception d'un 'New Deal' pour aider l'Afrique à contrer la crise financière.

Intervenant à l'ouverture des 44-èmes Assemblées annuelles de la BAD, le ministre de l'Economie et des Finances a indiqué, entre autres solutions au contexte international, que 'la conception d'un New Deal représente un enjeu majeur afin d'amener l'Afrique à faire face à la crise (financière)''.

'La crise financière doit être une source d'opportunités'', a-t-il estimé citant, par ailleurs les exemples d'initiatives nationales ayant permis d'amoindrir le choc de la crise alimentaire en 2008 au Sénégal (GOANA) et au Burkina Faso dont les présidents, Abdoulaye Wade et Blaise Compaoré, sont présents à la cérémonie.

La réunion se tient en présence du vice-président du Ghana, John Dramani Mahama, du président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, du secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Abdoulaye Janneh parmi les 1.500 participants.

Le ministre d'Etat sénégalais a insisté sur la nécessité de mener les réformes nationales destinées à accroître l'attractivité des économies africaines, de renforcer la bonne gouvernance économique et financière, d'engager une libéralisation du commerce qui soit "équilibré et conforme à nos intérêts".

Il a en outre souligné la contribution des experts gouvernementaux sénégalais dans la recherche du plan d'action visant à permettre à l'Afrique de faire face à la crise financière qui met en péril des secteurs de l'économie réelle, tout en entamant les ressources de l'Etat et ses dépenses sociales ou d'infrastructures.

Abdoulaye Diop a relevé la mise en place d'un cadre approprié, une unité d'action, une volonté politique sans faille pour donner des chances au plan recherché de profiter aux pays africains. "Il faut que les pays africains puissent s'accorder sur des actions concertées", a-t-il précisé.

M. Diop a également noté "le rôle primordial que doit jouer l'Union africaine" dans l'orientation et l'application des points d'accords à l'échelle du continent. Il a toutefois signalé qu'"il n'est pas nécessaire d'envisager la création de nouvelles institutions devant être chargées de la mise en œuvre".

Confiant dans l'accompagnement que les Etats et la Commission de l'UA peuvent trouver dans ce sens, M. Diop a rappelé les interventions de la BAD et du Fonds africain de développement, menées jusqu'à présent dans les 53 pays membres. "La Banque est un allié de taille", s'est félicité.

Cet accompagnement se fera dans les secteurs des infrastructures, de la gouvernance, du développement du secteur privé, de l'agriculture, de l'intégration régionale, de la parité du genre (homme/femme) et de l'environnement notamment. Ce sont, selon lui, des mesures pouvant annihiler l'impact de la crise.

En Afrique, indique l'étude intitulée Perspectives économiques en Afrique, 27 pays ont enregistré une croissance supérieure à 5%, tandis que 15 autres ont réalisé entre 3% et 5% de croissance économique l'année dernière.

SOLUTIONS DE LA BAD FACE À LA CRISE

Un Plan d'action contre la pauvreté et pour la croissance

SUD QUOTIDIEN, mercredi 13 mai 2009

Au terme de la table ronde ministérielle qui s'est tenue hier, mardi 12 mai au Méridien Président de Dakar sur le thème : « L'Afrique face à la crise financière : un programme d'action », les journalistes ont été conviés à une conférence de presse.

Cette conférence, à l'occasion de la 44^{ème} assemblée de la Banque africaine de développement (Bad), a été dirigée par le directeur du département de la recherche de la Bad, en vue de ressortir les grandes lignes qui ont découlées de la table ronde.

Co organisée par la Bad et la Commission économique africaine (Cea), la table ronde ministérielle a été une opportunité pour les spécialistes de proposer un programme d'action face à la crise.

Une des grandes suggestions soumises à l'assistance serait de donner des pistes de réponses pour amortir les effets de la crise. Selon le directeur du département de la recherche de la Bad, Léonce Ndikumuna, il s'agit ici « de trouver des stratégies pour réduire la pauvreté, mais aussi des stratégies de croissance. » Il va falloir « que nos partenaires en développement viennent nous appuyer en mettant à disposition des ressources financiers », a souligné M. Ndikumuna.

Pour équilibrer le financement extérieur et le financement domestique et faciliter la tâche aux exécutions, il reviendra aux pays africains, d'après ce spécialiste de la Bad, « de trouver une balance entre le rôle de l'État et celui des marchés et orienter les fonds vers les projets d'investissement ».

« La solution à la crise financière doit être réelle », a déclaré Léonce Ndikumuna qui estime que c'est une question de « redynamiser le secteur public et le privé ». Sur la question concernant les conditions d'un meilleur encadrement de l'Etat vis-à-vis du secteur privé, M. Ndikumuna a quant à lui soutenu que « le rôle de l'État serait de rendre attractif le climat des affaires. L'État doit être devant soit pour les servir de régulateur ou bien comme garancier », a-t-il poursuivi.

Pour lui, les petites et moyennes entreprises pourraient quant à elles, bénéficier de ligne de crédit pour le financement de leurs activités. D'ailleurs, le Directeur du département de la recherche a profité de l'occasion pour annoncer que « la bad a dorénavant un secteur qui est orienté vers le secteur des Pme ».

« La banque s'efforce à tirer pour améliorer et appuyer la gouvernance du secteur financier et industriel », a déclaré M. Ndikumuna. Ainsi, dans son discours prononcé lors de la table ronde, le Président du Burkina Faso a constaté que : « aujourd'hui, les pays émergents disposent d'importantes ressources permettant d'influer fortement sur les flux des capitaux, les financements des déficits publics des pays industrialisés.

Un autre problème signalé c'est l'impact de la crise sur les programmes pour la pauvreté. De ce fait, d'après M. Léonce, « si la crise prolonge, il va y avoir moins de moyens pour fournir les services de santé, d'éducation ».

Sur cette même lancée M. Compaoré, président du Burkina, « les ressources affectées aux secteurs sociaux comme la santé et l'éducation qui occupent une place primordiale dans nos efforts de lutte contre la pauvreté, connaîtront indéniablement des réductions significatives ». « Nos États doivent apporter des réponses urgentes à cet enjeu crucial qui est de faire face à la crise ». Le président burkinabais a salué la pertinence du thème retenu : « l'Afrique face à la crise financière : plan d'action ».

La table ronde ministérielle, qui précède l'ouverture officielle, a été une occasion pour les participants de lancer un appel à la solidarité internationale afin d'apporter une réponse durable à la stabilité du monde. Ils ont à l'unanimité reconnu la nécessité de donner à l'Afrique sa place dans la recherche de solution au niveau mondial.

Pour évaluer les progrès réalisés, les spécialistes vont continuer les échanges jusqu'à demain, jeudi 14 mai, en vue de finaliser un plan d'action efficace.

Crise financière mondiale : Les recettes de la Bad

Walfadjri : 13/05/2009

La Banque africaine de développement a pris une série d'initiatives allant dans le sens de contribuer à la réponse à la crise financière mondiale. La Facilité de liquidité d'urgence est en première ligne.

La Banque africaine de développement (Bad) a mis en place une facilité de liquidité d'urgence (Flu) pour répondre aux besoins de financement de ses pays membres éligibles, frappés par la crise économique et financière mondiale.

Selon son président qui en a fait hier la réaffirmation lors d'un déjeuner avec la presse, il s'agit d'une facilité exceptionnelle dont les objectifs sont multiples au premier rang desquels figure l'apport d'un appui financier aux pays éligibles. 'La facilité de liquidité d'urgence, de 1,5 milliards de dollars, fournit un appui financier aux pays Bad éligibles et aux opérations sans garantie souveraine dans tous les pays membres régionaux qui manquent de liquidité en raison de la crise financière mondiale', a rappelé M. Donald Taburuka.. soulignant que 'l'objectif est réalisé grâce à la flexibilité des instruments qui s'adaptent aux différents environnements'. D'après lui, l'éligibilité sera étendue à une large gamme de bénéficiaires. Il a cité ainsi les pays à revenu intermédiaire (Pri) et leurs banques centrales, les institutions financières des secteurs privé et public et les entreprises de tous les pays membres régionaux (Pmr). A l'en croire, cette facilité fournit un financement relais, selon un processus d'approbation accéléré, mais avec des critères d'éligibilité stricts. 'Cette facilité concernera les besoins urgents de liquidité liés à des situations de crise exceptionnelle, complétant ainsi les autres instruments financiers de la banque', a-t-il souligné. 'La Flu opérera sur la base de trois principes, notamment un critère d'éligibilité rigoureux pour accroître l'impact de ses ressources, la polyvalence pour répondre à un large éventail de bénéficiaires potentiels et satisfaire une large gamme d'obligations et des procédures flexibles et rapides afin d'assurer des décaissements rapides', a-t-il ajouté. 'La Flu comble un vide important dans le répertoire financier de la Bad, et celle-ci permettra la restauration de la confiance mondiale et régionale pendant la crise financière actuelle et d'autres chocs extérieurs', a-t-il poursuivi.

Mais la Flu ne constitue pas, à elle seule, la réponse de la Bad à la crise financière mondiale. Elle est l'une des initiatives qui devraient aider le continent africain à préserver ses gains économiques et ne pas basculer dans une régression. En effet, d'autres initiatives comme celles relatives au financement du commerce, le transfert accéléré des ressources vers les pays Fad et le soutien renforcé pour le conseil en politiques ont également été mises en place par la

Bad en guise de réponse au choc. Sur ce point précis, le président de la Bad a fait remarquer que ‘c'est la première fois qu'elle affecte l'Afrique sans que ce continent noir n'en soit à l'origine’.

Le Conseil d'administration de la Bad, préoccupé par le fait que les évolutions récentes sur les marchés financiers internationaux, en particulier le manque de liquidité, ont un impact négatif croissant sur les pays africains et les clients de la Banque, a approuvé le 4 mars 2009 la mise en place d'un fonds de liquidité d'urgence d'un montant de 1,5 milliard de dollars, comme une des réponses à la crise financière, a-t-on rappelé. La Flu a pour objet de fournir dans des cas exceptionnels un support financier aux clients éligibles. Les emprunteurs éligibles pourraient utiliser les ressources du fonds pour financer une large gamme d'obligations parmi lesquelles il a cité les relances budgétaires. Etant donné l'urgence des besoins de financements ciblés par la Flu et la nécessité d'une procédure d'exécution rapide, les requêtes d'utilisation des ressources seront examinées par le Conseil d'administration dans un délai de dix jours ouvrables, selon l'autorité supérieure de la banque.

Proposition de sortie de crise : Le président de la Bad pour l'accélération des infrastructures

Walfadjri : 13/05/2009

Une sortie plus rapide de la présente crise financière sera possible en accélérant le développement des infrastructures, a souligné hier le président de la Banque africaine de développement (Bad), à l'ouverture de la Table ronde ministérielle consacrée à ‘L'Afrique face à la crise financière : programme d'action’, tenue en marge des Assemblées annuelles de cette institution financière africaine. ‘Une sortie rapide de la crise financière dépendra de plusieurs facteurs : l'étendue des impacts sur la stabilité macro-économique, le climat des investissements et les progrès dans le domaine des infrastructures. En particulier, le maintien du développement des infrastructures en ce contexte de chute des investissements privés et de baisse des revenus nationaux sera critique pour une sortie plus rapide de la crise’, a dit M. Donald Kaberuka.

Dans le présent contexte, ce dernier a conseillé aux pays africains d'accélérer les progrès enregistrés en matière de gouvernance, pour mieux se positionner en vue d'une reprise potentielle. Il a rappelé que la Bad a répondu promptement à la crise financière et économique, en portant la voix de l'Afrique auprès des instances internationales de décision, dont le G 20, et en intensifiant sa coopération avec les autres banques multilatérales de développement pour mettre en commun le plus de ressources possibles et avoir le plus d'impacts au profit des pays en difficulté. ‘Il n'y a aucun doute que l'impact de la crise financière sur l'Afrique constitue un net recul.

Cependant, notre conviction profonde est que les perspectives économiques pour l'Afrique demeurent bonnes, si toutefois nous affrontons cette crise d'une manière coordonnée, tout en demeurant axé sur nos besoins à long terme’, a-t-il dit.

Crise financière et réformes économiques : Les voies de l'avenir dégagées pour l'Afrique

Walfadjri : 13/05/2009

‘Crise financière et réformes économiques : options pour l'avenir’, c'est autour de ce thème que des experts de la Bad et autres universitaires ont cogité, hier, en marge des assemblées annuelles de la Bad. Des réformes pouvant permettre de juguler la crise ont été proposées même si certains restent sceptiques sur ces voies de l'avenir de l'économie africaine.

A peine sorti des nombreuses réformes, exigées par les institutions de Bretton Woods, qui ont contribué de façon décisive à la réalisation des fondamentaux macroéconomiques, le continent africain va encore entreprendre des réformes pour juguler les effets néfastes de cette crise mondiale sur son économie. Ces effets ont occasionné une détérioration des équilibres macroéconomiques dans la plupart des pays. C'est sur cette préoccupation que les experts de la Bad et autres universitaires ont cogité, hier mardi. Présidant ce panel, le ministre camerounais des Finances, Essimi Menyé, note que l'Afrique doit éviter de trouver des solutions de recyclage et ne pas réformer pour réformer. ‘Il nous faut des réformes qui nous font passer à des niveaux supérieurs et non qui nous fassent descendre l'escalier. C'est à tous les niveaux qu'il faudrait voir ce qu'il y a à faire pour que les choses aillent au mieux. Il ne faut pas rester dans le canevas classique des réformes édictées par les bailleurs de fonds’, déclare -t-il.

Son homologue zambien recommande, pour sa part, aux Etats africains de procéder à des réformes soutenues dans certains secteurs frappés de plein fouet par la crise. Il les incite aussi à s'orienter vers d'autres secteurs. ‘Notre pays dont le cuivre représente plus de 70 % du volume des exportations a subi un grand coup de cette crise avec près de 30 mille personnes qui ont perdu leurs emplois à cause de la baisse du cours de cette matière première. Mais nous sommes en train d'orienter ces travailleurs vers l'agriculture qui peut être un secteur porteur’, soutient-il.

Une kyrielle de mesures pouvant permettre au continent de sortir indemne de cette crise économique mondiale ont été ainsi dégagées. En effet, les experts de la Bad soutiennent que c'est en préservant les acquis des réformes que le continent peut se placer en position favorable pour tirer profit de la reprise, lorsque l'économie mondiale se remettra de la crise. Et pour cela, un programme global d'intervention au niveau à la fois national et international a été proposé. Ainsi, pour accélérer la reprise, retrouver le chemin d'une forte croissance et augmenter le rythme des progrès en matière de réduction de la pauvreté, ils jugent nécessaires que les pays africains ‘adoptent des mesures d'approfondissement des réformes, en encourageant notamment les échanges au sein du continent’. C'est pourquoi, il importe que les pays africains, tout en s'attachant à atténuer l'incidence de la crise, évitent le dérapage de leurs programmes de réformes. Cela suscitera de la part des partenaires au développement comme la Bad, l'octroi d'une aide substantielle et ciblée avec un accroissement de l'enveloppe des ressources mises à la disposition des banques régionales et infrarégionales pour leur permettre de faire face efficacement à la crise.

Quant au Fmi et à la Banque mondiale, les experts pensent qu'ils doivent accroître les ressources affectées aux initiatives de réponse à la crise, pour appuyer les prêts au profit de l'Afrique. Quid de ceux destinés au financement des échanges et à l'aménagement des infrastructures. Ces bailleurs devront également honorer les promesses d'accroître l'aide fournie à l'Afrique, tel que convenu au sommet de Gleneagles et réitéré lors de la réunion du G20 en avril dernier.

Cependant, même si des voies pour l'avenir de l'économie africaine ont été dégagées par ce parterre d'experts, il n'en demeure pas moins que d'autres panélistes restent sceptiques sur ces solutions proposées. C'est le cas du Pr Mamadou Diouf, de l'université de Columbia des Usa, selon qui, il devrait y avoir des préalables. 'Avant de se lancer dans de nouvelles réformes, il faudrait d'abord que les Etats africains mènent la réflexion pour connaître la situation et ouvrir un débat qui permette aux Etats de pouvoir discuter afin d'avoir leur propre approche et non pas d'attendre constamment que d'autres décident et viennent vous dire : Voilà ce que vous devez faire. La plupart des réformes en Afrique sont des réformes qui ont été imposées aux Africains. Aujourd'hui, il faut que les Africains pensent leur propre problème, payent le prix des réformes, fassent les sacrifices nécessaires pour (pouvoir) avoir la possibilité de continuer à discuter. Parce que si on ne pense pas, on n'agit pas, ou on agit mal', martèle-t-il.

Barrières douanières et tarifaires hypothèquent le commerce africain face à la crise

APA-Dakar (Senegal)- 12/05/2009- Le commerce intra africain va se heurter à de nouveaux écueils résultant des conséquences de la crise financière, préviennent de nombreux experts présents aux 44èmes réunions annuelles de la Banque africaine de développement qui se déroulent à Dakar du 10 au 14 mai.

Déjà handicapé par de multiples obstacles, ce commerce se rétracte du fait des aléas de la conjoncture mondiale et des pertes de recettes qu'il fait subir à de nombreux pays africains pour qui il représente une vraie bouffée d'oxygène financière.

Le recul du commerce entre pays africains entraîne « ipso facto des pertes de points de croissance », a déclaré le Béninois Abdoulaye Bio Tchane, président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) au cours d'un atelier dédié à la crise financière et son impact sur l'intégration régionale en Afrique.

« De nombreux pays n'avaient pas démantelé leurs régimes tarifaires », a reconnu M. Bio Tchane qui affecte de croire que cela constitue un frein à la circulation des produits marchands.

A cette contrainte majeure s'ajoute une autre non moins importante touchant au secteur des transports avec de nombreux barrages routiers érigés pour racketter les camionneurs et gêner la libre circulation des produits de consommation courante.

Le seul volet des transports renchérit de 14 % le coût des marchandises dans les pays côtiers et de 50% dans les pays enclavés alors que ce taux est de 8 % dans les régions industrialisées, indique un expert ouest-africain travaillant à Bruxelles.

Ces distorsions, ajoute un banquier d'Afrique centrale, compromettent les échanges commerciaux et freinent l'élan d'intégration lancée dans diverses régions d'Afrique pour promouvoir l'interpénétration des économies du continent.

Selon un autre participant, les politiques macro-économiques de convergence ont très peu de chance d'aboutir si la volonté politique ne vient impulser le mouvement d'intégration qui est une alternative à l'émiettement des forces.

« Un commerçant sénégalais éprouve toutes sortes de difficultés pour se rendre au Gabon qui exige un visa d'entrée », souligne pour le déplorer une femme d'affaires d'Afrique de l'Ouest.

A l'est du continent en revanche, les choses se présentent autrement, se plaît à rappeler Ndeso Ngogna, président de la Commission de la Communauté d'intégration, ravi d'annoncer que le Kenya est devenu le premier investisseur en Ouganda et que de plus en plus de Nigériens s'implantent dans la région.

« L'Afrique est bien intégrée à l'économie mondiale », tonne M. Ngogna, évoquant tour à tour, les Chinois, les Turques, les Autrichiens, les Européens ou les Américains qui frappent à la porte des matières premières du continent.

Pour sa part, le professeur Adémula de l'université d'Ibadan du Nigéria, demeure convaincu que l'industrie et la diversification constituent les puissants leviers d'intégration, un « processus long et lent » qui exige la mise en œuvre des recommandations.

Des universitaires africains appellent à la mise en place d'une stratégie face à la Chine

Des universitaires africains ont appelé lundi 11/05/2009 à Dakar les Etats africains à bâtir une stratégie régionale ou continentale dans leurs relations avec la Chine, rapporte Afrique en ligne. Objectif : éviter le déséquilibre dans les relations bilatérales. Ces universitaires se sont réunis pour la présentation d'une étude du Consortium de recherche africain (AERC) sur les enjeux de la coopération afro- chinoise, notamment dans les domaines du commerce et des investissements. Cette rencontre a également été organisée en prélude à la 44ème Assemblée annuelle du groupe Banque africaine de développement (BAD) qui se tient mercredi et jeudi dans la capitale sénégalaise.

APPUI AUX PAYS AFRICAINS FACE A LA CRISE

Wade réoriente l'action de la BAD

SUD QUOTIDIEN, lundi 11 mai 2009

Le Président de la République, Me Abdoulaye Wade invite la Banque africaine de développement (Bad) à orienter son action de plus en plus vers l'avenir. Il l'a fait savoir dans son message publié dans le document titré « Groupe de la Bad et le Sénégal : 40 ans de partenariat ».

Selon le chef de l'Etat, « la Banque Africaine de développement (Bad) a déjà administré la preuve de son efficacité dans la gestion à travers ses résultats financiers ainsi que la bonne appréciation des agences internationales de notations comme Moody's, Standard & Poors, etc ».

Dans ce cadre, le Président de la République a exprimé toute sa fierté pour le travail « remarquable » accompli par le Président Donald Kaberuka à la tête de l'Institution, appuyé en cela par des ressources humaines de qualité.

Pour Me Wade, « il reste que la Banque doit orienter son action de plus en plus vers l'avenir, en identifiant par la prospective et l'analyse, les défis qui se posent aux Etats en matière de développement ».

De l'avis du Chef de l'Etat, « l'exemple de la crise financière est là pour montrer que l'expertise africaine risque encore d'être marginalisée dans la réflexion en cours sur la refonte du système financier international ».

Le Président de la République d'ajouter : « fort de son potentiel d'expériences et de connaissances des économies africaines, la Banque Africaine de développement peut apporter une réponse exclusivement africaine aux questions de développement ». Il s'est aussi félicité que le thème des assises de la Bad porte sur une question d'actualité et, dit-il, « je reste persuadé que des idées novatrices qui pourront en sortir vont contribuer à enrichir les réformes économiques et sociales. »

Pour rappel, les travaux de la 44ème Session des Assemblées Annuelles du Groupe de la Banque Africaine de développement ont débuté hier, dimanche 10 mai à Dakar. Devant prendre fin le jeudi 14 mai prochain, cette rencontre a pour principal thème : « L'Afrique face à la crise financière : un plan d'action ».

Selon le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des finances, Abdoulaye Diop, « tout le continent est interpellé au regard des impacts négatifs que cette crise financière internationale aura sur les économies africaines ».

Le Président du Groupe de la Bad, Dr. Donald Kaberuda, dans son message publié dans le même document, assure que « le Groupe de la Bad continuera à aider le pays à faire face aux chocs exogènes tels que la crise alimentaires, la crise énergétique et la crise financière ». Selon lui, la banque mettra à la disposition du Sénégal des instruments destinées à apporter la réponse à la crise économique qui est la conséquence des crises successives que le monde a connues.

Dakar accueille l'Afrique

SUD QUOTIDIEN, lundi 11 mai 2009


Les participants au plus grand rassemblement d'experts financiers et de développement de l'Afrique, ont commencé à faire leur arrivée à Dakar, pour les rencontres prévues les 13 et 14 mai 2009.

Les assises qui se tiendront au centre de conférence Roi Fahd, du méridien président de Dakar, sont précédées de sessions ministérielles et de séminaires sur la situation économique et les enjeux de développement en Afrique. Notamment la crise financière actuelle et les défis auxquels est confronté le continent.

Les gouverneurs (ministre de l'Economie et des finances) et les gouvernements de banques centrales représentant 77 pays constituent l'autorité la plus élevée de la direction du groupe de la Banque africaine de développement.

Pour cette 44^{ème} Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement, plusieurs activités sont aux programmes. Des tables rondes ministérielles sur « l'Afrique et la crise financière : un programme d'action », des séminaires sur la crise financière et les Etats fragiles, la crise financière, l'intégration régionale et le commerce, la crise financière et les réformes économiques, etc.

Un plan d'action de 15 milliards de dollars pour soutenir le continent

 11-05-2009 21:41 GMT

Dakar, 11 mai (APS) - Plusieurs bailleurs de fonds ont procédé lundi à Dakar à la signature d'un plan d'action d'un montant de 15 milliards de dollars pour aider l'Afrique à faire face à la crise.

Le communiqué rendu public à ce sujet souligne que le plan qui s'étale sur trois ans, est destiné à appuyer les systèmes financiers et les prêts au secteur privé.

Le plan d'action a été notamment signé par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque européenne d'investissement (BEI), la Coopération financière allemande, la Société internationale islamique de financement du commerce, la Banque mondiale et l'Agence française de développement.

A cette occasion le président de la BAD a souligné que si, "dans les années passées, les crises en Afrique étaient dues essentiellement aux facteurs internes", comme des guerres ou une mauvaise gouvernance, "cette fois-ci, elle est essentiellement externe, pour la première fois depuis 30 ans".

Donald Kaberuka a plaidé pour "une solution globale" destinée à faire face à cette crise, estimant que les pays riches auront tort d'oublier les pays en voie de développement.

Des experts donnent des solutions d'améliorer la passation des marchés

🕒 11-05-2009 22:08 GMT

Dakar, 11 mai (APS) - Le directeur des acquisitions et des services fiduciaires de la Banque africaine de développement, Vinay Sharma, a révélé lundi à Dakar, la préparation de manuels et de règlements au niveau du Groupe destinés au renforcement des capacités en passation de marchés.

Intervenant lors d'un panel consacré au "rôle stratégique des marchés publics dans l'amélioration des performance et l'efficacité du développement", M. Sharma a indiqué la nécessité de "faire l'audit avant et après la passation" des marchés.

De son côté le président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), Abdoulaye Bio-Tchané, a interpellé les panélistes avec ces questions : "comment s'assurer de l'efficacité de la dépense ? Quel est le rôle de la société civile ?".

Cet économiste béninois, ancien directeur Afrique du Fonds monétaire international, a rappelé l'adage qui voudrait que "partout où il y a marchés publics, il y a politique et il y a corruption".

Pierre Arhel, conseiller à la Division Propriété intellectuelle en charge des marchés publics, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a déploré la non adoption de l'Accord sur les marchés publics par une majorité de pays en développement, ceux d'Afrique notamment, alors qu'à son avis, "c'est dans leur intérêt de disposer de moyens nécessaires pour tirer profit de ces marchés".

"Il y a une quarantaine de pays adhérents, la plupart du monde développé et quelques pays émergents. Les pays en développement manifestent des appréhensions alors que ces craintes paraissent excessives", a indiqué M. Arhel.

"De nombreux pays en développement remplissent déjà les conditions pour adhérer à l'Accord sur les marchés publics, sans lequel d'ailleurs, ils (leurs consultants et firmes d'ingénierie) ne peuvent accéder aux marchés des pays membres de l'AMP", a-t-il poursuivi souhaitant le renforcement des capacités des PME dans les marchés publics.

Ibou Ndiaye de la Confédération nationale des employeurs du Sénégal (CNES) a souligné pour le regretter le niveau élevé des garanties financières exigées aux entrepreneurs et aux consultants locaux, souvent par des institutions internationales.

"Il est nécessaire, selon lui, de revoir ces critères pour ces distorsions". "Certaines références n'ont rien à voir avec la nature des travaux comme dans leurs projets de construction de "pistes", a-t-il ajouté.

Un socio-anthropologue a abordé "la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la situation sociale et économique des populations à travers le renforcement des capacités dans le domaine des marchés publics".

Yacouba Yaro donné une explication de la mauvaise passe de cette catégorie d'entreprises, à travers l'exemple des projets de mécanisation agricole dépourvus de formation des paysans utilisateurs.

Certains intervenants ont plaidé pour le renforcement des capacités des acteurs locaux, "sans verser dans le copinage". Ils ont invité à essayer de faire respecter les lois et règlements pour limiter les interférences politiques. La prise et l'application de sanctions contre les agents véreux dans l'acquisition des marchés publics.

L'Afrique pourrait retenir sous conditions ses capitaux, selon un économiste camerounais

 11-05-2009 21:13 GMT

Dakar, 11 mai (APS) - L'Afrique pourrait sous certaines conditions conserver ses capitaux et en attirer davantage en dépit de la contraction prévisible de la liquidité internationale, du fait de la crise économique et financière, a soutenu lundi l'économiste camerounais Touma Mama.

L'analyse de la crise financière fait ressortir le fait que compte tenu de la nature des systèmes financiers, l'Afrique à un avantage comparée aux pays occidentaux, a-t-il dit au cours d'une table-ronde organisée dans le cadre des 44-èmes Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs du Groupe (13-14 mai).

Organisée par Citibank et le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA), cette rencontre animée par des économistes africains, cette rencontre était axée sur les implications et les positions de principe requises pour contribuer à propulser la confiance d'investisseurs locaux et étrangers en Afrique.

Touma Mama a rappelé que la crise a été en grande partie engendrée par l'importance de "produits pourris" dans les portefeuilles des banques occidentales, en allusion notamment à la crise des "subprimes", du nom de ces prêts hypothécaires à risques.

Cet avantage comparatif dont dispose l'Afrique peut non seulement permettre de retenir les capitaux déjà disponibles sur le continent, mais aussi en attirer de nouveaux, a estimé l'économiste camerounais.

Soulignant que les capitaux sont en quête de sécurité et de rentabilité, il a ajouté que l'Afrique devrait offrir aux investisseurs des garanties macro-économiques et politiques pour retenir les capitaux. Il a relevé que certaines parties du continent, dont l'Afrique centrale, se caractérise par une surliquidité des banques.

Pour gagner la confiance des investisseurs, le continent doit satisfaire à un certain nombre de conditions et en particulier donner "une indication claire de la politique économique de chaque pays ou chaque région dont une définition non moins claire du cadre de partenariat public-privé".

Dans le même esprit, une restructuration des systèmes financiers du continent s'impose, selon lui. "Il faut approfondir les réformes mais l'Afrique a besoin de systèmes financiers capables d'appréhender les risques voire de les anticiper et de les gérer correctement", a-t-il suggéré. Ce dernier point implique "une bonne politique de surveillance", a-t-il précisé.

De plus, les Etats africains devraient veiller à respecter "scrupuleusement" leurs engagements et ne prendre que des engagements qu'ils sont capables de respecter, ce qui "renvoie à la question de la gouvernance".

L'Afrique a enfin "besoin" d'assurer aux investisseurs une sécurité juridique et judiciaire, "non seulement pour la protection des investisseurs et des investissements, mais également l'exécution rapide des décisions de justice".

La commande publique exige un comportement particulier des gouvernants

🕒 11-05-2009 20:22 GMT

Dakar, 11 mai (APS) - Le processus de passation des marchés publics exige des gouvernants "un comportement particulier" s'inscrivant "dans la recherche de l'efficacité et de l'efficience", en raison du volume et du rôle "stratégiques" de la commande publique, estime le ministre congolais de l'économie nationale et du commerce (RD-Congo), André Philippe Futa.

"La passation des marchés joue un rôle stratégique et elle occupe une place plus qu'importante dans le cycle d'un projet", a déclaré M. Futa, qui présidait lundi à Dakar, un panel consacré au "rôle stratégique des marchés publics dans l'amélioration des performance et l'efficacité du développement".

Cette rencontre était organisée en prélude aux 44èmes Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs du Groupe (13-14 mai). Cette réunion ministérielle qui se tient, pour la 3ème fois au Sénégal (après 1975 et 1983), porte notamment sur le thème : "L'Afrique et la crise financière : un plan d'action".

Au niveau macroéconomique, 60 à 70% de la dépense publique passent par ce mécanisme de passation des marchés, a-t-il indiqué. "Avec un budget de 100 milliards, ce sont des sommes importantes", a-t-il souligné insistant l'utilisation des ressources, pour qu'"elles soient mieux gérées" afin d'obtenir des ouvrages et des services de qualité à coûts raisonnables.

"L'efficacité permettra au projet ou au programme d'atteindre ses objectifs", a-t-il ajouté.

Le ministre congolais a relevé en outre "la tendance" à l'installation de structures centralisées de gestion des marchés publics "qui décident de tout à partir de la capitale (du pays)", alors que les Etats s'engagent dans des processus de décentralisation de leurs interventions. Il a noté le contraste et les options théoriques entre "l'ordre décentralisé" et l'évolution institutionnelle des administrations.

‘‘Il y a à ajouter d’autres vertus de gouvernance’’, telles que celles que recouvrent les notions d’éthiques administrative et de gestion de ‘‘transparence’’ et ‘‘responsabilité’’.

‘‘Comment l’efficacité, l’efficience, la transparence et les responsabilités peuvent-elles être assurées dans la passation des marchés ?’’, a-t-il demandé à son audience.

Evoquant les pratiques de passation des marchés dans les pays africains, le sien d’abord, André Philippe Futa en a dit tout net : ‘‘On a eu des expériences assez nuancées, des échecs et assez de réussite.’’

Le continent invité à rééquilibrer ses sources de financement

🕒 11-05-2009 18:49 GMT

Dakar, 11 mai (APS) - Les pays africains seraient bien inspirés de procéder à un rééquilibrage de leurs sources de financement, face à la contraction de la liquidité internationale induite par la crise économique et financière, a suggéré lundi à Dakar Louis Austin Kasekende.

La crise économique et financière qui secoue en ce moment le monde va affecter le flux de capitaux privés à destination de l’Afrique qui devra à son tour rééquilibrer ses sources de financement pour pallier cette situation, a indiqué l’économiste en chef de la Banque africaine de développement (BAD).

‘‘La bonne nouvelle’’ de la crise, ‘‘c’est que jusque-là nous n’avons pas vu de banque qui ait eu des problèmes de liquidité ou de solvabilité’’, a-t-il déclaré au cours d’une table-ronde organisée dans le cadre des 44-èmes Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs du Groupe (13-14 mai).

Organisée par Citibank et le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA), cette rencontre animée par des économistes africains, cette rencontre était axée sur les implications et les positions de principe requises pour contribuer à propulser la confiance d’investisseurs locaux et étrangers en Afrique.

La question est de savoir comment maintenir les capitaux vu la contraction de la liquidité internationale, a laissé entendre l’économiste en chef de la BAD. Selon lui, ‘‘beaucoup de pays africains ont trop compté’’ sur les sources de financement extérieurs pour soutenir la croissance et le développement.

Dans le même temps, ‘‘nous avançons trop lentement pour ce qui est des réformes du secteur financier’’ africain. ‘‘Il faut que nous accélérions les réformes’’ dans ce domaine, a insisté Louis Kasekende.

‘‘Des marchés légers et peu profonds ne peuvent pas soutenir’’ et ‘‘il faut des ressources longues’’ pour le financement des initiatives de développement, a-t-il dit en recommandant

cependant d'avoir en tête le continent doit à des politiques macro-économiques saines de ne pas être jusque-là gravement touché par la crise financière.

“Ne mettons pas en œuvre des mesures qui peuvent conduire à un environnement instable”, a précisé l'économiste en chef de la Banque africaine de développement, citant en particulier les risques concernant l'inflation.

Un rapport souligne “la gestion prudente” du portefeuille de la BAD

🕒 11-05-2009 18:34 GMT

Dakar, 11 mai (APS) - La Banque africaine de développement (BAD) a réussi à “bien résister à la tourmente financière” en 2008, grâce à une “gestion prudente des risques” de ses placements, assure la “Présentation financière 2009” de la Banque africaine de développement (BAD), publiée lundi à Dakar.

Le document a été publié en prélude aux 44èmes Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs du Groupe (13-14 mai). Cette réunion ministérielle qui se tient, pour la 3ème fois au Sénégal, porte notamment sur le thème : “L’Afrique et la crise financière : un plan d’action”.

Fin 2008, le portefeuille de placement de la BAD se chiffrait à 4,6 milliards d’UC (droits de tirage spéciaux). Ainsi 49% sont constitués en dollar (USD), 31% en euro, 9% en livre sterling et 12% autres monnaies, signale le rapport, faisant part d’un “impact limité de la crise financière sur la performance du portefeuille d’investissement de la Banque”.

Pierre Van Peteghem, directeur de la trésorerie de la BAD, qui présentait le document a relevé, entre autres clés du succès, les notations de crédit, les limites d’exposition et autres mesures d’atténuation des risques.

Sur un autre point, le rapport signale également la précaution consistant à “aligner la composition en devises de l’actif sur celle du passif et (à) couvrir la position de l’actif net pour limiter le risque de change”.

“La banque dispose d’un coussin de liquidité d’au moins une année en prévision d’éventuelles perturbations sur les marchés financiers”, a ajouté M. Van Peteghem qui rappelle “la protection de la marge d’intérêt net de la Banque contre les fluctuations des taux d’intérêt”.

“Le portefeuille d’investissement est géré de façon prudente à travers une politique judicieuse combinant notations, limites et références”, poursuit la “Présentation financière 2009” de la BAD.

Dans son exposé, le directeur de la trésorerie de la BAD, a rappelé que "les économies africaines sont happées par la spirale baissière de la crise financière dans le monde développement".

4,786 milliards de dollars de dette extérieure en 2007

🕒 10-05-2009 21:20 GMT

Dakar, 10 mai (APS) - La dette extérieure du Sénégal se situait à 42,8% de son PIB, en fin 2007 et à 4,786 milliards de dollars dont 54% en composante multilatérale, 0,5% en bilatérale et 55,2% en privée, révèle une étude lancée à dimanche à Dakar.

Concernant la dette extérieure totale, les estimations pour 2008 se situent à 44% du PIB, tandis que les prévisions s'établiraient à 50,6% en 2009 et 51,7% en 2010, selon les Perspectives économiques pour l'Afrique.

En outre, le service de la dette ressortait à 6,5% des exportations de biens et services en 2007 contre 5,8% estimés pour 2008 et les prévisions optimistes de 6,7% en cette année et 7% l'année prochaine.

Le Sénégal compte 12,211 millions d'habitants en 2008, vivant à 42,3% en zones urbaines. La croissance démographique est de 2,6% invariable depuis près de 10 ans.

En 2005, 63% des Sénégalais vivaient avec moins de deux dollars par jour. Aussi sur l'indice de perception de la pauvreté, le Sénégal en est à 3,4 ce qui le classe au 85ème rang sur 180 pays en 2008.

En termes d'atteintes aux libertés civiles, il est à 0,9 cette année, contre 0,7 invariable les trois précédentes années. En 2000, il était au niveau zéro contre 0,9 il y a de cela 10 ans.

L'étude a été réalisée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Elle est lancée en prélude aux 44-èmes Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs de la BAD et du Fonds africain de développement (13-14 mai). Une table-ronde ministérielle portera, mardi, sur "L'Afrique et la crise financière : un programme d'action". Quelque 350 agents de la BAD sont mobilisés à Dakar.

Le président burkinabé Blaise Compaoré et le vice-président du Ghana, John Dramani Mahama prendront part à la table-ronde ministérielle, mardi, en marge de la réunion que le Sénégal abrite pour la 3ème fois (1975, 1983 et 2009). Le chef de l'Etat sénégalais, Abdoulaye Wade, présidera mercredi la cérémonie d'ouverture officielle des assemblées.

Outre les 77 délégations nationales et 1.500 participants sont attendus à cette réunion annuelle de revue des activités opérationnelles, administratives et financières du Groupe pour l'année écoulée et d'annonce de perspectives pour 2009. Outre le secteur privé, il y aura des organisations de la société civile et des ONG.

Donald Kabéruka salue l'option de Dakar sur les infrastructures, la sécurité alimentaire et l'intégration

🕒 10-05-2009 15:42 GMT

Dakar, 10 mai (APS) - L'économiste rwandais Donald Kabéruka, président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), a salué récemment les stratégies mises en œuvre par le gouvernement sénégalais et qui portent principalement ''sur les infrastructures, la sécurité alimentaire et l'intégration''.

''Les stratégies adoptées par le Sénégal consistant à mettre un accent particulier sur les infrastructures, la sécurité alimentaire et l'intégration régionale corroborent celles définies dans le plan stratégique à moyen terme (2008-2012) du Groupe de la BAD'', a souligné, M. Kabéruka dans une déclaration reçue à l'APS.

Il est, par ailleurs, arrivé à Dakar samedi soir à Dakar en prélude aux 44-èmes Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs de l'institution panafricaine (13-14 mai). Ces ministres des Finances et de l'Economie ou du Plan et gouverneurs de banques centrales représentent 77 pays membres (les 53 régionaux et 24 pays non africains).

Au Sénégal, depuis octobre 1972, le Groupe de la BAD a mené 65 opérations financées pour un montant total cumulé (net d'annulations) de plus de 523 milliards de FCFA. A ces financements publics, s'ajoutent de près 10 milliards pour le secteur privé et 145 milliards pour les opérations multinationales.

La BAD a ouvert, en 2004, un bureau qui couvre le Sénégal, la Gambie, la Mauritanie et le Cap-Vert. Cette ouverture, a rappelé M. Kabéruka, répond à ''la nécessité de mieux servir ses clients et d'améliorer le taux d'exécution physique et financière des projets financés, et conformément à sa nouvelle politique de décentralisation''.

''Depuis son ouverture, le bureau régional a contribué à donner une très grande visibilité aux opérations de l'institution dans la sous-région, approfondi le dialogue avec les autorités des pays couverts ainsi que la coordination de l'aide avec tous les partenaires techniques et financiers dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris'', a-t-il relevé.

Autre point à l'actif du bureau dirigé par l'économiste marocain Mohamed H'Midouche (qui revendique 31 ans à la BAD), le président du Groupe a également noté le renforcement des relations de coopération avec les représentants de la société civile, du secteur privé, des universités et instituts de recherche.

Selon lui, ces succès ont ''contribué à la promotion de la culture de la gestion axée sur les résultats, à travers l'organisation systématique de nouveaux projets tant dans le secteur public que privé''.

Une étude de la BAD prévoit 3,5% de croissance du PIB sénégalais en 2008

🕒 10-05-2009 20:45 GMT

Dakar, 10 mai (APS) - La croissance de l'économie sénégalaise ressortira à 3,5% en 2009 et un peu plus l'année suivante (3,6%), reflétant une sensible baisse comparée aux taux meilleurs enregistrés auparavant, indiquent les prévisions des Perspectives économiques en Afrique, une étude lancée dimanche à Dakar.

Pour 2008, les estimations sont de 3,7% contre 4,8% en 2007, signale l'étude réalisée par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

''Dans cinq des huit pays de l'UEMOA (l'Union économique et monétaire ouest africaine qui regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo), l'activité s'est améliorée ; elle a en revanche reculé légèrement au Niger et au Sénégal'', selon l'étude lancée en prélude aux 44-èmes Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs de la BAD et du Fonds africain de développement.

''Au Sénégal, la croissance a reculé, tombant 3,7%, plombée par une mauvaise production de céréales et d'arachides mais aussi de phosphates et d'engrais'', expliquent les auteurs qui signalent qu'individuellement, le Sénégal fait mieux par rapport à la moyenne attendue sur le continent.

Selon l'étude, la croissance économique de l'Afrique devrait s'établir à 2,3% seulement pour 2009, soit plus de la moitié des 5,7% estimés pour 2009. Mais, ''elle pourrait rebondir partiellement en 2010, à 4,5%'', contrairement au Sénégal.

''Très logiquement, les perspectives de l'Afrique sont négativement affectées par la récession mondiale'', révèle l'étude. Les économies émergentes accusent ''un sérieux coup de frein'' et les pays de l'OCDE s'attendent à une contraction de la croissance de leur PIB de 4,3% en 2009. Cette croissance sera ''quasi-nulle en 2010'', selon les auteurs.

En Afrique de l'Ouest, la croissance du PIB en volume de la région s'est établie à 5,4% en 2008. ''Elle devrait ralentir de plus d'un point de pourcentage en 2009, à 4,2%, avant de se consolider à 4,6% en 2010.

Babacar Ndiaye se félicite des nouvelles orientations de la BAD

🕒 10-05-2009 20:06 GMT

Dakar, 10 mai (APS) - L'ancien président de la Banque africaine de développement (BAD), le Sénégalais Babacar Ndiaye a salué dimanche à Dakar avec ''beaucoup d'émotion''

l'évolution de l'institution bancaire africaine qui a, selon lui, élargi son champ d'action en intégrant d'autres préoccupations notamment politiques.

''Ce que vous faites est vraiment quelque chose d'énorme'', a-t-il lancé aux cadres de la BAD, lors du lancement du rapport 2008 de l'institution bancaire consacré au développement de l'Afrique.

Abordant des thèmes comme la résolution des conflits, la paix et la reconstruction post-conflits, le rapport est publié dans le cadre de la 44-ème session des Assemblées annuelles du conseil des gouverneurs de l'institution panafricaine qui se déroulera mercredi et jeudi.

Babacar Ndiaye a salué les efforts et les innovations de la BAD qui essaie à travers ce type d'initiatives d'essayer de ''comprendre ce qui se passe'' et a proposé qu'elle puisse s'ouvrir sur les questions abordées avec des organisations d'intégration comme la CEDEAO et la SADEC.

Il s'agit de faire en sorte que la BAD puisse envelopper ses financements, ''chaque fois que cela est possible'', par d'autres conditionnalités que ces organismes d'intégration régionale maîtrisent mieux, a précisé Babacar Ndiaye.

L'ancien président de la BAD a fait valoir que même si leur nombre a diminué sur le continent africain, certains conflits qui y sont encore notés ''arrivent à annihiler, à casser tous les efforts de développement''.

''Bien sûr nous ne pouvons faire que ce que nous savons faire'', c'est-à-dire financer des programmes de développement, mais la BAD doit pouvoir aller au-delà, a laissé entendre Babacar Ndiaye, en évoquant le rôle des religieux, sociologues et historiens dans la reconstruction post-conflit.

Il a rappelé que dans les années 89, alors qu'il présidait aux destinées de la BAD, les statuts de celle-ci lui interdisait d'aborder des questions liées à la politique, de sorte que la banque ne prenait en compte ''que les aspects politiques'' de son action.

Outre les 77 délégations nationales, 1.500 participants sont attendus à la réunion annuelle de revue des activités opérationnelles, administratives et financières du Groupe de la BAD pour l'année écoulée et d'annonce de perspectives pour 2009. En plus du secteur privé, il y aura des organisations de la société civile et des ONG. Quelque 350 agents de la BAD sont mobilisés à Dakar.

A l'occasion de la manifestation, le directeur de la BAD, Donald Kabéruka, et le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Abdoulie Jannah, co-animeront une table-ronde ministérielle sur ''L'Afrique et la crise financière : un programme d'action''.

Chine-Afrique : Des relations commerciales déséquilibrées

Walf : 12/05/09

La question de l'enjeu du partenariat économique Chine-Afrique a été au menu d'un débat, hier. La rencontre était inscrite dans les activités en marge des 44es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement qui se tiennent du 10 au 14 mai à Dakar.

La région Afrique attendait du partenaire chinois assistance technique et croissance économique. La Chine devait, en effet, exploiter les ressources naturelles, notamment minières du continent noir et, en retour, booster le processus de développement des pays africains. Ceci devait passer par la construction d'infrastructures sociales, le transfert de technologie et de savoir-faire, notamment. Aussi, les constructions de routes, de voies ferrées et d'équipements sportifs devaient-elles générer des emplois dans les pays d'exécution. Mais des sources avisées indiquent que le partenaire de l'Afrique importe sa main-d'œuvre de Chine. Le système d'appel d'offres des Chinois, pour les marchés financés par la Chine, 'n'est pas clair', selon un panéliste. Les pays africains exportateurs de pétrole ou de ressources minières ont 'un commerce relativement équilibré avec la Chine mais pour les pays non exportateurs de ces matières, le partenariat bilatéral est totalement déséquilibré'. C'est ce qui ressort de l'analyse des rapports commerciaux sino-africains faite par des experts africains.

Cependant, les panélistes qui ont relevé l' 'appétit insatiable en ressources naturelles' de la Chine, craignent une surexploitation du sous-sol africain et posent le débat sur la durabilité de l'exploitation des richesses du continent. Au lieu de laisser des expatriés exploiter les ressources minières et minéralières de la région, les spécialistes estiment que ces ressources doivent être transformées pour être des produits commerciaux à forte valeur ajoutée. 'L'Afrique doit explorer la voie de l'industrialisation sur la base des matières premières plutôt que de miser sur la haute intensité de main-d'œuvre', conseille un spécialiste.

Selon un autre panéliste, le transfert de technologie n'est pas toujours profitable aux pays africains. Citant l'exemple du Lesotho, il explique qu'après l'exécution d'un projet, les partenaires chinois ont laissé sur place du matériel que les techniciens du pays n'arrivaient pas à utiliser.

La question de l'efficacité de l'Investissement direct étranger (Ide) chinois a, par ailleurs, été soulevée. Les spécialistes se sont demandé si la Chine se préoccupe de la destination de l'Ide ou se contente-t-elle de la contrepartie, en amont, c'est-à-dire l'exploitation du sous-sol africain. Cette interrogation en a soulevé une autre sur le rapatriement des bénéficiaires et la faiblesse de l'Ide. La Chine n'étant pas représentée au panel, ces questions soulevées sont restées sans réponses.

Toutefois, la définition d'une stratégie commerciale régionale avec la Chine plutôt qu'une approche bilatérale avec chaque pays africain a été proposée. Pour les spécialistes, 'la régionalisation est l'approche idoine' car les Etats, pris à part, ne disposent que de 'peu de pouvoir de négociations'.

Le Sénégal opte pour le renforcement des capacités de négociations

Une stratégie régionale n'est pas le seul moyen de corriger le déséquilibre dans les rapports commerciaux entre la Chine et l'Afrique. C'est ce que soutient le ministre-conseiller, chargé des relations avec la Chine, Ibrahima Diong. En marge du panel sur 'Commerce, investissement et enjeux Chine-Afrique', il a indiqué que ce sont les capacités de négociations des mandataires africains qui doivent être renforcées afin que les projets et les formes d'exécution se fassent d'un commun accord. 'Il faut que les négociateurs comprennent l'intérêt du pays et la vision', a-t-il dit. Pour le cas spécifique du Sénégal, le ministre-conseiller affirme que le président de la République exige que les projets bilatéraux apportent de la valeur ajoutée dans l'économie sénégalaise, créent des emplois et contribuent dans la croissance du Produit intérieur brut.

Le Sénégal n'étant pas dans la catégorie des pays producteurs de pétrole, M. Diong indique que c'est par sa position géographique qu'il attire les investisseurs chinois qui peuvent y délocaliser les manufactures et exporter à partir de là, dans la sous-région. Selon le ministre-conseiller, l'installation des entreprises chinoises dans la zone économique spéciale (Zes) est attendue.

L'AFRIQUE 3ème PARTENAIRE COMMERCIAL DE LA CHINE

Un positionnement miné par une concurrence afro-africaine

SUD QUOTIDIEN, mardi 12 mai 2009

Le Consortium pour la technique d'économie en Afrique (Crea) a présenté les résultats d'un projet de recherche sur l'analyse de l'impact des relations économiques entre la Chine et l'Afrique. Les données rendues publiques hier, lundi 11 mai à Dakar dans le cadre de la 44ème Assemblée annuelle de la Banque Africaine de Développement (Bad), témoignent du dynamisme des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique. Une aubaine qui risquerait d'être annihilée par une concurrence inutile entre les pays africains.

L'atelier qu'a organisé le Consortium pour la technique d'économie en Afrique (Crea) avait pour but de présenter les résultats des études menées dans 21 pays africains pour faire connaître aux décideurs les opportunités découlant des interventions de la Chine en Afrique. Il a été également question de définir les défis qui pourraient influencer sur les perspectives de développement durable en Afrique.

Le projet comporte cependant deux dimensions interdépendantes à savoir une étude des relations récentes et actuelles entre la Chine et les pays d'Afrique subsaharienne dans les domaines du commerce, des investissements et de l'aide. A cela, vient se greffer une analyse empirique approfondie des effets des interventions de la Chine par le biais du commerce, des investissements et de l'aide sur un échantillon de pays d'Afrique subsaharienne.

Le Dr Mansur Mukhtar, Ministre fédéral des Finances à Abuja (Nigeria), a estimé « qu'il y a autant d'opportunités que de défis à relever dans le cadre des relations commerciales entre la

Chine et l'Afrique ». Selon lui, « la Chine va pouvoir renforcer son économie en Afrique. Ainsi, nous allons pouvoir booster notre processus de développement en retirant un meilleur prix pour nos produits », a-t-il affirmé. De l'avis du Dr Mukhtar : « Il faudra trouver les voies et moyens pour coordonner les actions au niveau africain ».

Sur la même lancée, le Professeur Ademola Oyejide, coordinateur de projet de l'Université Ibadan au Nigéria a constaté « qu'il y a eu un accroissement rapide des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ». C'est ainsi qu'il fait savoir que : « L'Afrique aujourd'hui est devenue 3ème partenaire commercial de la Chine ».

Malgré ce « privilège » dont bénéficie le continent noir sur la Chine qui a une population qui constitue un marché potentiel, le coordinateur du projet a constaté qu'« il ya un problème de concurrence des pays africains avec la Chine notamment pour les pays africains qui importent ce que la Chine exporte ».

Dans ce cas de figure, a-t-il soutenu, « ce pays africain risquerait d'être le perdant car il est difficile de concurrencer la Chine ». La problématique intérieure, pour ce professeur d'Ibadan, serait pour l'Afrique d'être capable de répondre à la demande.

Le Professeur Mike Morris, un autre coordonnateur de projet, venu représenter l'Université de Cap Town, Afrique du Sud, a soulevé un problème majeur. « La Chine a une stratégie pour l'Afrique, mais est-ce-que l'Afrique a une stratégie pour la Chine ? » s'est-il demandé. « Et au total, comment lier les Ide au commerce ? »

Les Ide chinois sont des monopoles d'Etat. En effet, leurs programmes tournent autour des infrastructures, des services financiers, mais ils passent aussi par la télécommunication, et par le commerce de détails import-export lié à la migration chinoise.

Selon M. Morris, « pour utiliser les Ide chinois pour en faire des capacités de développement et aborder les relations sino-africaines, il va falloir que l'Afrique se démarque de la stratégie bilatérale et opte plutôt pour une stratégie régionale, continentale et internationale », a-t-il conclut.

LE SECTEUR PRIVE AFRICAIN A LA CRISE FINANCIÈRE : L'économie sociale de marché préconisée comme solution

Le soleil : 12/05/09

L'économie sociale de marché comme modèle d'un ordre économique libéral pourrait constituer une réponse pertinente face aux crises économiques et financières dans le monde, a estimé le président de la Plate-forme des acteurs non-étatiques pour le suivi des accords de Cotonou, Papa Nalla Fall.

L'économie sociale de marché, selon M. Fall, « pourrait être un modèle libéral pertinent pour le secteur privé africain », à condition de permettre, d'abord, la mise en place de conditions d'exploitation des ressources du continent à travers l'accroissement des investissements privés dans les filières productives et des investissements publics dans les infrastructures physiques de base.

Ensuite, la restauration de la confiance entre le politique et l'économique dans le cadre l'existence d'un Etat de droit. Enfin, la mise en œuvre des conditions de l'intégration économique voire politique dans le souci de constitution d'un marché de taille conséquent. M. Fall se prononçait sur les effets de la crise financière internationale sur le secteur privé africain, au cours du colloque international sur « L'économie sociale de marché : modèle d'un ordre libéral », organisé le jeudi 7 mai à Dakar par la Fondation Konrad Adenauer et l'Université Cheikh Anta Diop.

L'exploitation des ressources du continent, a-t-il assuré, doit se faire dans un contexte de « dialogue public-privé sincère avec des règles de jeu claires entre les différentes parties prenantes » et qu'il faudra, dans la mise en œuvre des conditions de l'intégration économique et politique, constituer un « marché de taille conséquent », garantissant la liberté de circulation de biens, de capitaux et de ressources humaines, avec des institutions appropriées et l'avènement d'une monnaie unique.

« Il ne faut pas seulement réagir à ses effets, il faut plutôt agir de façon prospective et mener une réflexion globale et holistique sur cette crise financière qui affecte toutes nos économies », a-t-il estimé. Il a, en outre, déclaré que l'expérience faite par l'Allemagne, la Chine, les pays nordiques et par quelques pays émergents dans l'adoption d'une économie sociale de marché comme modèle libéral, pourrait être un début de solution aux crises que connaît l'Afrique.

S'agissant des impacts de cette crise financière internationale sur le secteur privé africain et les populations, il a soutenu que les réactions, à court terme face celle-ci, ne doivent pas occulter les stratégies sur le long terme. « Les impacts de cette crise financière dans le monde vont être durement ressentis entre 2010 et 2012 par les économies africaines qui ne reçoivent que 2,5 % des investissements privés directs et dont les parts de marché sont très faibles (environ 2 %) », a-t-il annoncé.

Afrique : l'OCDE prévoit un tassement brutal de la croissance en 2009

10/05/2009

Le produit intérieur brut (PIB) africain devrait augmenter de 2,8% en 2009 contre une progression de 5,7% enregistrée en 2008. Une reprise « modérée » est attendue en 2010 avec une croissance de 4,5%, selon les prévisions de l'Organisation de développement et de coopération économiques en [Europe](#) (OCDE). L'organisation indique dans un rapport publié ce lundi que la crise mondiale pourrait « mettre à mal » certaines avancées démocratiques sur

le continent, après cinq années de croissance robuste. Selon l'OCDE, les pays exportateurs de pétrole (et de minerais) souffriraient plus de la crise que les économies plus diversifiées et les pays exportateurs de produits agricoles. Les PIB de quatre des 52 pays étudiés devraient reculer en 2009 : les Seychelles (-0,4%), la République démocratique du Congo (-0,6%), le Tchad (-0,7%). L'Angola dont la croissance du PIB a atteint +15,8% en 2008, verrait ce chiffre reculer de 23 points pour s'établir - 7,2%.

Donald Kabéruka :

“Les perspectives pour l'Afrique demeurent très prometteuses”

Dakar, 13 mai 2009 (APS) - Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Donald Kabéruka, s'est montré optimiste pour les perspectives économiques en Afrique, invitant toutefois à prendre les bonnes décisions pour permettre aux pays de s'en sortir.

“Les perspectives pour l'Afrique demeurent très prometteuses, mais nous devons prendre les bonnes décisions” afin de permettre aux Etats de s'en sortir, a-t-il expliqué à l'ouverture des 44-èmes Assemblées annuelles de la BAD.

“Le continent n'a pas eu de crise bancaire”, a-t-il rassuré, signalant que la crise financière internationale n'a pas affecté les fondamentaux macroéconomiques des Etats. Cependant, a-t-il nuancé, l'économie réelle africaine a ressenti la deuxième onde de choc de la crise internationale.

L'étude intitulée Perspectives économiques en Afrique indique que 15 pays ont enregistré une croissance supérieure à 5%, tandis que 27 autres ont réalisé entre 3% et 5% de croissance économique en 2008.

“Malgré de sombres projections, je reste optimiste”, a-t-il dit se fondant sur les acquis des économies africaines enregistrées au cours de la dernière décennie. Il fonde son optimisme sur “la résilience des populations”, la capacité des gens à montrer une caractéristique de la résistance.

“Il n'y a pas de feu de paille”, a dit M. Kabéruka. “L'heure n'est ni au désespoir ni au découragement, mais à l'initiative”, a ajouté l'ancien ministre rwandais des Finances et de la Planification économique, en fonction depuis 2005 à la présidence du Groupe de la BAD.

A cet effet, il a appelé les gouvernements africains à améliorer le climat des affaires des les pays afin d'attirer et de tirer profit des investissements directs étrangers. Selon lui, le découragement sera fatal, insistant la nécessité de ne pas baisser les bras.

Il a en même temps invité les donateurs à tenir leurs promesses nées des engagements qu'ils ont pris à différentes occasions, en particulier lors de la Déclaration de Paris, en octobre 2007.

‘‘Malgré les turbulences actuelles, je reste résolument optimiste parce que les fondamentaux de l’économie sont bons et qu’à l’issue de la crise, l’Afrique s’en sortira’’, a-t-il poursuivi.

Ouverte en présence des présidents Abdoulaye Wade (Sénégal) et Blaise Compaoré (Burkina Faso) et du vice-président du Ghana, John Dramani Mahama, la réunion se tient pour la 3-ème fois à Dakar, depuis 1975.

Le président de la Commission de l’Union africaine, Jean Ping, le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique, Abdoulaye Janneh, et divers partenaires au développement, sont parmi les 1.500 participants.

Les nouveaux membres dopent l’optimisme des leaders de la BAD

Dakar, 13 mai 2009 (APS) - Les dirigeants de la Banque africaine de développement (BAD) ont fait part à Dakar, de leur optimisme fondé sur l’arrivée dans le capital du Groupe de nouveaux pays non africains au moment où la crise affecte la finance internationale.

‘‘J’attends avec impatience d’accueillir de nouveaux membres’’, a dit le président de la BAD, Donald Kaberuka, mercredi à l’ouverture des 44-èmes Assemblées annuelles des conseils des gouverneurs de la Banque et du Fonds africain de développement (13-14 mai).

Après la Turquie en 2008, le Grand-duché du Luxembourg a rejoint cette année la Banque.

Créée en 1963, la BAD est chargée de réaliser le développement économique et le progrès social dans les Etats membres. Elle compte 77 pays membres, notamment les 53 pays Etats africains qui détiennent 60% de son capital.

Les 24 membres restants sont constitués de 14 pays européens (14%), de quatre pays d’Amérique du Nord (11%). Quatre pays asiatiques sont à 7% et 1% pour deux pays du Moyen-Orient.

‘‘La Banque ne risque pas d’échapper à l’Afrique’’, rassurait lundi Pierre Van Peteghem, trésorier de la BAD. ‘‘Quand la Turquie et le Luxembourg rejoignent la banque, expliquait-il, cela augmentera la proportion allouée aux pays régionaux’’, soit les 53 pays membres africains.

‘‘C’est une raison très forte d’amener ces pays non régionaux dans le capital’’ de la BAD, arguait-il. ‘‘On a besoin, a poursuivi M. Peteghem, d’un certain niveau de capital pour assurer la sécurité financière de la banque’’.

Des études montrent que le capital de la banque devra être augmenté plus tôt que prévu, indiquait-il au moment où la question était examinée en interne par les conseils de gouverneurs de la BAD, organe constitué des ministres des Finances ou des gouverneurs de banque centrale des pays membres.

''La forte hausse prévue de ses opérations (...) requiert de la banque une augmentation du capital'', lit-on dans la ''Présentation financière 2009'' de la BAD, un bilan de ses opérations financières en 2008.

Donald Kabéruka a insisté sur l'augmentation générale du capital et la reconstitution du Fonds africain de développement, ainsi qu'il a souligné, à propos du Groupe, que ''ses progrès sont constants''.

''Notre véritable défi reste la décentralisation, sans menacer la santé financière (de l'institution'', a précisé M. Kabéruka, faisant allusion à l'ouverture de bureaux régionaux destinés décentraliser les interventions du Groupe de la BAD.

Tout en rappelant la fonction de l'unité de lutte contre la corruption de la Banque, le président de la BAD a en outre fait part de l'appui renforcé au développement du secteur privé et aux projets d'infrastructures dans les pays bénéficiaires.

Jean Ping pour la création d'un mécanisme de suivi des mesures proposées à Dakar

Dakar, 13 mai 2009 (APS) – Le président de la Commission de l'Union africaine (UA) Jean Ping a proposé mardi à Dakar la mise en place d'un mécanisme de suivi des mesures envisagées pour pallier les conséquences de la crise financière sur le continent.

Les pays africains doivent travailler à ''la création d'un mécanisme de consultations régulières'' sur les mesures préconisées pour réduire ou pallier les effets de la crise financière sur l'Afrique, a suggéré M. Ping.

Il prenait part à l'ouverture des 44èmes assemblées annuelles du conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD).

''La création de ce mécanisme, a-t-il précisé, pourrait être envisagée sur une base informelle entre les dirigeants et les partenaires d'un côté et ceux des principales organisations du continent de l'autre''.

''Il n'en demeure pas moins que les questions de la concrétisation des promesses et engagements'' en faveur de la résorption de la crise financière, ''ainsi que leur mise en œuvre et leur coordination doivent être surveillées'', a ajouté Jean Ping, soulignant la nécessité d'appliquer les solutions envisagées.

''Il faut éviter les duplications des efforts et s'assurer de la complémentarité de l'efficacité des actions'', a-t-il préconisé, relevant qu'il reste aussi à savoir si les mesures adoptées seront en mesure de réaliser ''rapidement les résultats escomptés''.

Jean Ping à propos du sommet du G-20 : "Pour la première fois, le continent a pu se faire écouter comme une seule entité"

Dakar, 13 mai 2009 (APS) – Les pays africains sont parvenus "pour la première fois" à parler comme une seule entité, à l'occasion du sommet du G-20, en avril dernier à Londres (Royaume-Uni), a dit mercredi à Dakar le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Jean Ping.

"Le premier résultat concret et tangible (du processus d'intégration continentale) a été que, pour la première fois, le continent a pu participer et se faire écouter comme une seule entité lors du deuxième sommet du G-20 sur la crise financière, à Londres, et présenter une vision partagée et coordonnée", a fait remarquer M. Ping.

Jean Ping prenait part à l'ouverture des 44èmes assemblées annuelles du conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD), une réunion qui prend fin jeudi.

Il avait représenté l'Afrique au sommet des 20 premières économies du monde, groupe dans lequel figure un seul pays africain, l'Afrique du Sud.

Les pays du G-20 avaient promis lors de cette réunion de mettre des ressources additionnelles à la disposition du Fonds monétaire international (FMI), au profit des pays pauvres, afin de les aider à faire face aux effets de la crise financière.

"Nous espérons avoir été entendus et nous en attendons les retombées, en particulier en ce qui concerne les ressources additionnelles, les instruments et les mécanismes indispensables pour répondre aux besoins des pays africains", a ajouté le président de la Commission de l'UA.

"Jamais à ce jour, autant de pistes n'ont été avancées, autant d'engagement et de progrès faits" en faveur de l'intégration africaine, a constaté le diplomate gabonais.

Parlant plus précisément de la crise financière, il a noté que "les initiatives se sont multipliées, résultant d'une prise de conscience internationale, dans l'esprit de solidarité envers des pays connaissant de sérieuses difficultés et des tensions sociales en raison des crises qu'ils n'ont pas créées."

"L'Afrique n'a pas été en reste" dans la résolution de la crise, a-t-il poursuivi, saluant "les facilités mises en place par la BAD" au profit de ses pays membres.

Réalisé par : Haddad Khaled